

**VOLET SPECIFIQUE
UNIVERSITE LUMIERE – LYON 2**

Introduction

I- Les axes transversaux appelés à se développer dans le cadre de la ComUE UdL

- I-1- Etre un acteur essentiel du pôle LLSHS du site*
- I-2- Poursuivre la construction d'une offre de formation de site*
- I-3- Renforcer les liens avec les acteurs socio-économiques, les acteurs institutionnels et culturels*

II- La formation

- II-1- Garantir la diversité des formations disciplinaires et valoriser les compétences transversales*
- II-2- Développer la pluridisciplinarité et faciliter l'orientation par la spécialisation progressive*
- II-3- Internationaliser les formations*
- II-4- S'ouvrir à des publics diversifiés*
- II-5- Renforcer les usages du numérique et de la pédagogie dans le supérieur*
- II-6- Mettre en place une démarche qualité dans le pilotage des formations*

III- La recherche

- III- 1 – Soutenir une recherche innovante et pluridisciplinaire ouverte sur les enjeux de société*
- III- 2 - Accroître la visibilité internationale de la recherche*
- III- 3 - Développer les outils de pilotage et la valorisation de la recherche*
- III- 4 – Renforcer l'articulation recherche/formation et accompagner l'évolution du doctorat*

IV- Une organisation et des structures au service des missions de l'université

- IV-1- Renforcer la communication interne et la coopération entre services*
- IV-2- Poursuivre la mise aux normes des locaux et amplifier les travaux sur le campus Porte des Alpes*
- IV-3- Mettre en place une démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines*
- IV-4- Assurer le renforcement des Systèmes d'Information (SI)*
- IV-5- Contribuer à la création du pôle LLSHS au sein de la ComUE UdL*

Jalons

Annexe financière

Indicateurs de performance

Annexe formation et recherche

INTRODUCTION

L'université Lumière Lyon 2 est actuellement l'une des deux grandes universités de Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sociales du site de Lyon-Saint-Etienne. Cette position et ces domaines de spécialités appellent le développement de stratégies permettant tout à la fois de valoriser les spécificités de l'établissement et de jouer un rôle moteur dans le déploiement d'orientations partagées sur le site.

Le premier enjeu est de mettre en œuvre une politique de formation initiale et continue exigeante au service des étudiant.es, garantissant un cadre commun aux formations de l'établissement tout en laissant aux équipes pédagogiques la définition des modalités et de l'organisation des enseignements. Cette politique vise à favoriser l'orientation et la spécialisation progressive des cursus, assure dans un cadre concerté entre les composantes et les services centraux la souplesse nécessaire à l'organisation de la formation continue et des formations en alternance, organise la mise en commun de formations entre établissements du site lorsque cela contribue à une meilleure lisibilité de l'offre de formation et correspond à des projets pédagogiques partagés.

Il s'agit aussi de mener une politique de recherche respectueuse de la diversité des disciplines et de leur structuration, qui organise de manière concertée au sein des conseils et avec les directions des laboratoires la répartition des moyens et des crédits, qui défend les SHS au sein de la COMUE et qui s'attache à y développer des services de support et d'accompagnement mutualisés, notamment par la restauration d'une véritable Maison des Sciences de l'Homme.

Ces ambitions pour les formations et la recherche en SHS nécessitent également, de manière transversale, une politique internationale permettant, au-delà d'un renforcement de la mobilité enseignante et étudiante (licence, master, mais aussi doctorat), d'établir et de garantir de véritables relations internationales en matière de formation et de recherche.

I- Les axes transversaux appelés à se développer dans le cadre de la ComUE UdL

I-1- Etre un acteur essentiel du pôle LLSHS du site

Les universités Lyon 2 et Lyon 3 sont les deux grandes universités de LLSHS du site Lyon-Saint-Etienne. Il leur revient, en partenariat et en s'appuyant sur leurs spécificités respectives, de soutenir la place et le développement des SHS sur le site. Cela passe par le renforcement des unités de recherche de ce domaine et notamment par la refondation d'une Maison des Sciences de l'Homme (MSH se substituant à l'actuel ISH) donnant un support aux activités de recherche par la mise à disposition de services et d'outils partagés et permettant le déploiement de projets communs en SHS, tant à l'échelle du site que dans le cadre de programmes nationaux et internationaux. Le développement des SHS passe aussi par une affirmation plus claire de leur place et de leur force fédératrice dans les projets pluridisciplinaires. Cette perspective pluridisciplinaire est encouragée par des projets de coopération et de mutualisation tels que celui de la MSH, qui est appelée à développer des axes de recherche structurants dans lesquels pourront se reconnaître l'ensemble des laboratoires, et par le soutien aux initiatives mobilisant des chercheur/euses issu.es de différentes unités de recherche et disciplines. Plus généralement, des rapprochements entre les deux universités Lyon 2 et Lyon 3 devront être envisagés pour rendre l'offre de formation en LLSHS plus lisible et pour assurer une meilleure visibilité de ces domaines de formation et de recherche, tant sur le site qu'à l'échelle nationale et internationale.

I-2- Poursuivre la construction d'une offre de formation de site

Le travail de coopération mené sur le site au niveau des masters doit se poursuivre. Il en va de même pour les pôles formation-recherche qui se structurent dans le cadre des travaux préparatoires à la candidature IDEX et qui présentent les grands axes de développement du site de Lyon. Ce travail pourra également être mené au niveau des licences, notamment les licences professionnelles, où la concertation entre les quatre universités du site, incluant leurs IUT, est essentielle et facilite l'orientation des étudiant.es des premiers cycles.

L'enseignement des langues devra également donner lieu à une coopération plus poussée des centres de langues. Articulées à une découverte des cultures, ces formations de site peuvent encore dynamiser la mobilité internationale et rencontrer une demande de formation continue pour les acteurs de la vie socio-économique et culturelle de la Région.

Enfin, il sera envisagé d'unifier la préparation à l'agrégation en renforçant la coopération (déjà très avancée dans certaines filières) entre les établissements. Il importe également de mieux coordonner l'offre de formation en LLSHS avec l'université Lyon 3 afin de lui donner une meilleure lisibilité.

I-3- Renforcer les liens avec les acteurs socio-économiques, les acteurs institutionnels et culturels

Les liens avec les acteurs du monde socio-économique, institutionnel et culturel sont renforcés par l'accent mis sur la formation continue et la formation en alternance, avec un pilotage politique renforcé par l'intermédiaire d'une vice-présidence dédiée en vue de mieux accompagner les équipes dans l'ingénierie de formation. L'introduction de stages dans l'ensemble des maquettes de master devra également s'accompagner de la mise en place de réseaux de partenaires et du développement de projets collectifs. Les différentes chaires impliquant des formations, des laboratoires, des partenaires économiques, associatifs et institutionnels doivent encore être valorisées et renforcées. Par ailleurs, l'établissement porte le projet de liens plus étroits entre les activités des campus et celles des communes de la métropole, à la fois en ouvrant les activités de l'université à un public diversifié et en participant aux projets développés par les communes. Dans le domaine de la recherche, les programmes impliquant, sous différentes formes, les collectivités locales, les acteurs du monde socio-économique ou des institutions culturelles seront encouragés. L'augmentation du nombre de thèses en contrat CIFRE – et donc l'accompagnement consacré à ces projets – constituera également une priorité.

II- La formation**II-1- Garantir la diversité des formations disciplinaires et valoriser les compétences transversales**

L'université Lyon 2 propose des formations dans des disciplines variées et parfois pas ou peu développées dans d'autres établissements du site ou de la région. Cette richesse doit être préservée, de la licence au doctorat. Elle doit s'accompagner, pour les formations à petits effectifs, d'un effort de mutualisation avec les établissements du site lorsque des cursus analogues y sont proposées. Elle doit aussi s'accompagner d'une meilleure valorisation des compétences acquises dans ces cursus pour soutenir les étudiant.es, tant dans leurs projets de formations que pour leur insertion professionnelle.

La politique des stages en licence et master, les options professionnalisantes et les UE transversales pourront être déclinées de manière différentielle selon les spécificités de chaque cursus. L'Unité d'Enseignement (UE) transversale, présente dans toutes les maquettes de licence, a pour vocation de favoriser la professionnalisation par l'accent mis sur l'entrepreneuriat et les initiatives étudiantes, par le renforcement de l'ouverture internationale (seconde langue ou programme Minerve), par la pratique des stages ou bien par des niveaux avancés de certification informatique. Les enseignements de TIC sont ainsi intégrés dans l'ensemble des licences de l'établissement en L1 et L2 et doivent permettre l'accès au plus grand nombre d'étudiant.es à la certification C2I. Dans une partie des licences, ces enseignements se poursuivent en L3, avec le passage d'un enseignement général à un enseignement de TIC spécialisées dans les disciplines concernées. Le projet personnel et professionnel de l'étudiant passe enfin par l'acquisition tout au long du cursus de méthodes, d'outils, de compétences propres aux secteurs d'activité sur lesquels débouchent les formations.

II-2- Développer la pluridisciplinarité et faciliter l'orientation par la spécialisation progressive

La pluridisciplinarité est en premier lieu présente dans la nouvelle offre de formation de l'université Lyon 2 à travers les « portails » mis en place en première année. Alliant des disciplines qui s'articulent les unes aux autres dans la perspective d'une formation intellectuelle ouverte et de qualité, ces portails visent notamment à favoriser l'orientation des étudiant.es. A l'issue de leur première année, ils et elles ont ainsi la possibilité de choisir entre plusieurs mentions de licence. Ces portails donnent l'opportunité de poursuivre dans une perspective alliant plusieurs disciplines complémentaires dès la L2 ou en L3, avec des parcours ouverts, pour une partie d'entre eux, sur d'autres champs disciplinaires que celui de la mention du diplôme. Il s'agit de donner une solide formation intellectuelle aux étudiant.es en garantissant la maîtrise d'un socle disciplinaire tout en développant des connaissances et compétences en lien avec d'autres domaines. Il s'agit aussi de favoriser l'accès à des masters thématiques pluridisciplinaires, pour la plupart co-accrédités, qui engagent un partenariat étroit entre des équipes et des pratiques disciplinaires variées en vue d'une formation alliant des savoirs et des compétences complémentaires.

II-3- Internationaliser les formations

Le développement de l'internationalisation des formations dispensées par l'établissement ne pourra se faire sans une politique d'ouverture internationale ambitieuse, qui passe par la création et/ou le renforcement des synergies entre les formations et les relations internationales, avec les différentes ressources de l'établissement (CIEF¹, Centre des langues, Minerve), la généralisation de la pratique d'une seconde langue et le développement des mobilités. Cela se fera également par la construction d'une véritable stratégie

¹ CIEF : Centre International d'Etudes Françaises

d'établissement en matière de relations internationales (identification de zones prioritaires, développement fort de diplômes en partenariat international).

L'attractivité de l'université auprès des partenaires actuels et futurs passe également par le développement des enseignements en anglais ou autres langues étrangères, à tous les niveaux de formation. Il s'agit tout à la fois de permettre une formation linguistique renforcée et de favoriser la mobilité entrante et sortante. Ce modèle existe d'ores et déjà dans certaines composantes et sera si possible étendu à d'autres, en lien avec leurs projets pédagogiques.

Le programme Minerve proposant des cours et conférences en langue étrangère au sein des cursus suivis par les étudiant.es, sera poursuivi et étendu à d'autres langues, ainsi qu'aux formations de niveau master. Pour ce faire, sa visibilité sera renforcée, non seulement auprès des différents publics mais également auprès des partenaires nationaux et internationaux.

Enfin, cette internationalisation des formations nécessite une participation constante, voire augmentée, aux projets éducation et formation tout au long de la vie dans le cadre du programme Erasmus +. Le Service des Relations Internationales aura pour mission de soutenir les projets de ce type.

II-4- S'ouvrir à des publics diversifiés

L'ouverture à des publics diversifiés passe par la mise en œuvre de tarification et de services adaptés. Il sera nécessaire de prolonger la réflexion entamée sur les tarifs de la formation continue en fonction du type de formation proposé et des publics visés afin de permettre au plus grand nombre de bénéficier de ces dispositifs. Par ailleurs, le développement des outils numériques et de formes alternatives de pédagogie doit être renforcé pour les étudiant.es ou stagiaires de la formation continue en cours d'emploi afin de proposer des formations adaptées aux conditions dans lesquelles se déroulent les reprises d'étude.

L'ouverture de l'université vers les publics éloignés est aussi ancrée dans le paysage universitaire lyonnais par le biais de l'université Tous Ages (UTA). Il s'agit à présent, tout en s'assurant que ce service ne se substitue ni à celui de la formation continue de l'université, ni aux activités des associations d'éducation populaire, de développer et de mieux cibler son activité, pour permettre à différents publics de bénéficier de la diffusion des savoirs. A cet égard, les partenariats de l'université avec des institutions culturelles et artistiques du site de Lyon participeront activement à cette diffusion.

II-5- Renforcer les usages du numérique et de la pédagogie dans le supérieur.

Les enseignements de TIC sont dispensés pour partie à distance, par le biais de cours et d'activités proposés sur la plateforme de cours dès la rentrée 2016. D'autres activités développées sur la plateforme de cours, en langue notamment, viennent en soutien à l'enseignement en présentiel. De manière plus générale, le recours aux outils numérique accompagne les cours en présentiel avec des ressources et exercices mis à disposition des étudiant.es par les enseignant.es-chercheur.es.

Plus largement, la question de la pédagogie doit être renforcée dans la réflexion des enseignant.es-chercheur.es sur leur métier, et dans le soutien qui leur est apporté par l'établissement. Aussi l'établissement développera une cellule de pédagogie du supérieur, rattachée à la Direction des Etudes et de la Vie Etudiante, dont la tâche principale sera de proposer son soutien aux collègues enseignant.es-chercheur.es qui souhaitent mettre en place des pratiques innovantes en matière de pédagogie ainsi qu'aux doctorant.es qui souhaitent bénéficier d'un accompagnement dans leur premières expériences d'enseignement.

II-6- Mettre en place une démarche qualité dans le pilotage des formations

L'université s'engage de manière plus approfondie dans la démarche d'évaluation des enseignements, et plus largement de la formation. L'ambition est de mettre en œuvre un système d'information partagé et négocié avec l'ensemble des acteur/trices de Lyon 2, permettant de disposer d'indicateurs de suivi des formations et de fonder une politique d'orientation des moyens (campagne de postes, services, moyens pédagogiques, locaux).

L'établissement a mis en place des comités de perfectionnement des masters, ouvert aux partenaires de la formation ainsi qu'aux étudiant.es. Les formations co-accréditées se développeront en s'appuyant sur ces comités (évaluation, pilotage par objectifs, évolution des maquettes, requalification des parcours types, etc.) ainsi que sur une coordination collégiale des mentions de masters co-accréditées.

Afin de poursuivre l'amélioration des services rendus à l'étudiant.e, aux enseignant.es, aux agent.es en charge de la gestion des formations et de la vie étudiante, l'établissement souhaite renforcer un certain nombre de dispositifs en se dotant d'outils d'aide à l'orientation, de gestion des emplois du temps et des salles, d'évaluation des enseignements.

L'amélioration et la fiabilisation des données sur les effectifs étudiants et sur leur évolution par année et par cursus doit aussi permettre de mieux dimensionner les moyens (effectifs enseignants, nombre de groupe de TD, utilisation des locaux, etc.) à la mesure du volume des demandes d'inscriptions dans chaque formation.

Jalons 1 - Renforcement de l'évaluation des enseignements
2 - Systématisation des conseils de perfectionnement
3 - Evaluation et ajustement de l'offre de formation
4 - Développement de la cellule de pédagogie du supérieur
5 - Développement de la valorisation des projets personnels et des initiatives étudiantes

Indicateur commun de performance IC1 : Taux de réussite en licence en trois ans

Indicateur commun de performance IC2 : Taux de réussite en licence en quatre ans

Indicateur commun de performance IC3 : Taux de réussite en master en deux ans

Indicateur commun de performance IC5 : Insertion professionnelle

Indicateur commun de performance IC6 : Evaluation des enseignements et des formations

Indicateur commun de performance IC7 : Développement de la formation continue

Indicateur commun de performance IC8 : Variation des horaires d'ouverture du SCD ou SICD

Indicateur spécifique de performance IS1 : Relations internationales

III- La recherche

L'université Lyon 2 est le principal établissement de recherche dans les secteurs Lettres Langues Sciences humaines et sociales et Economie-Droit-Gestion sur le site de Lyon-Saint-Etienne et couvre un très large champ d'expertise qui englobe également des disciplines qui relèvent des sciences du vivant (sciences cognitives) et des sciences de l'ingénieur (génie industriel et informatique pour l'entreprise, fouille, analyse et modélisation de données complexes). Elle est la tutelle, principale ou secondaire, de 32 unités de recherche qui regroupent environ un millier d'enseignant.es-chercheur.es et est impliquée dans 3 fédérations de recherche. Elle compte près de 1200 doctorant.es réparti.es dans 7 Ecoles doctorales pluridisciplinaires et pluri-établissements.

III- 1 – Soutenir une recherche innovante et pluridisciplinaire ouverte sur les enjeux de société

Au cours du quinquennal, l'université Lyon 2 s'attachera à maintenir le haut niveau scientifique de ses unités de recherche, UMR et EA, en leur donnant les moyens de développer, en toute liberté, des projets ambitieux, petits et grands, ancrés dans des champs disciplinaires qui ont leur propre dynamique. La création d'une UMR d'anthropologie d'envergure nationale participe de cette volonté de faire rayonner une discipline qui est un point fort de l'établissement, tant en matière d'enseignement que de recherche.

L'université Lyon 2 confirmera en outre son implication dans les LABEX et EQUIPEX portés par une dynamique de site dont elle est pleinement partie prenante comme en témoigne sa participation active à la définition des axes de recherche prioritaires du projet IDEX 2 dans lesquels les LLSHS auront un rôle structurant à jouer. Elle continuera en outre à soutenir les fédérations de recherche qu'elle a contribué à fonder et est prête à s'impliquer dans de nouvelles créations sur des thématiques fédératrices (éducation, santé, travail, humanités numériques, etc.) susceptibles de réunir, autour d'objets et de projets communs, des enseignant.es-chercheur.es venu.es de l'ensemble des disciplines des LLSHS mais aussi des sciences du vivant, des sciences de la nature et des sciences de l'ingénieur.e. Elle maintiendra en outre sa contribution à des structures de recherche thématiques organisées à l'échelle nationale ou régionale/locale (GIS, GIP et autres). Elle soutiendra activement le montage de nouveaux partenariats liant les unités de recherche avec les collectivités locales, les entreprises, les établissements sanitaires et médico-sociaux, les institutions culturelles ou le monde associatif.

L'université Lyon 2 s'engage par ailleurs à s'investir dans la refondation d'une Maison des sciences de l'homme du site Lyon-Saint-Etienne, pilotée par l'UDL, en lien étroit avec le CNRS et les autres universités et écoles concernées et en particulier à contribuer activement à la redéfinition de ses missions et à la construction de son projet scientifique, la nouvelle structure étant appelée à jouer le rôle d'incubateur de projets pluridisciplinaires ciblés sur une ou plusieurs thématiques structurantes susceptibles de mobiliser un grand nombre d'unités de recherche en LLSHS.

Dans une configuration dominée par les appels à projet fléchés (définis par les agences européenne et nationale, les structures d'excellence ou par la Région) qui ne permettent pas à toutes les unités de recherche et à tous les chercheur.es de trouver leur place, l'université Lyon 2 se donnera les moyens de lancer chaque année des appels à projets non fléchés qui permettront à ses enseignant.es-chercheur.es de développer des projets collectifs pluridisciplinaires qui ne s'inscrivent pas dans les axes prioritaires du site, mais peuvent déboucher sur l'émergence de thématiques ou problématiques innovantes. Le dispositif d'Appel interne à projets (AIP) sera donc reconduit sous une forme renouvelée après consultation de la

Commission de la recherche de l'établissement.

III- 2 - Accroître la visibilité internationale de la recherche

Les initiatives visant l'accroissement de la visibilité internationale de la recherche à Lyon 2 devront s'articuler avec celles développées sur le site, en particulier par l'UDL. Afin de conforter son rôle d'accueil de chercheur.es et de doctorant.es étranger.es, l'université pourra s'appuyer sur les services proposés par l'espace Ulys. Elle pourra également renforcer ses liens avec l'Institut d'études avancées (Collegium) récemment restructuré en revoyant les modalités de son implication et en privilégiant, par exemple, le cofinancement d'allocations à destination de chercheur.es étranger.es confirmé.es dont elle estime qu'ils et elles peuvent contribuer à nourrir les axes prioritaires ou émergents de telle ou telle de ses unités de recherche.

L'accueil de ces chercheur.es étranger.es, comme celle des Professeur.es invité.es, pourra déboucher sur la signature de partenariats ou de conventions cadres avec des établissements étrangers. Il conviendra par ailleurs d'encourager les laboratoires à s'engager, dans le cadre du dispositif mis en place par le CNRS, à la création de Laboratoires internationaux associés (LIA) avec un partenaire européen ou non européen.

Le développement d'une politique d'internationalisation de la recherche impose également de renforcer les liens entre la Direction de la recherche et des études doctorales (DRED) et le Service des relations internationales (SRI). Afin de répondre aux exigences du programme H2020, l'établissement devra s'engager dans le processus de labellisation européenne HRS4R (*Human Resources Strategy for Researchers*), qui impliquera la DRED et la DRH. Il est également nécessaire d'améliorer la communication en direction des partenaires internationaux sur nos activités de recherche².

L'augmentation du nombre de thèses réalisées en co-tutelle (si possible dans le cadre de conventions cadre) par des doctorant.es de Lyon 2 constituera une autre priorité, de même que l'augmentation du nombre de thèses pouvant prétendre au Label européen du doctorat et la constitution de jurys internationaux. Le soutien à la mobilité des doctorant.es vers des régions non partenaires de la Région ou du PALSE devra également être développé et l'inscription de doctorant.es étranger.es facilitée.

III- 3 - Développer les outils de pilotage et la valorisation de la recherche

Une meilleure visibilité de la production scientifique des enseignant.es-chercheur.es de Lyon 2, en particulier à l'international, supposera de fiabiliser la collecte de données bibliométriques avec le soutien du Service d'études statistiques et d'aide au pilotage de l'établissement dans le cadre du projet IPERU développé par l'Observatoire des sciences et des techniques (OST). Cette démarche implique de mettre au point une procédure de signature standardisée des publications, en lien avec la ComUE.

L'université Lyon 2 s'engage par ailleurs à définir une politique d'éthique et d'intégrité en recherche en lien avec le CNRS, la COMUE et les unités de recherche. Elle prévoit également d'associer de façon plus systématique les directeur/trices d'unité à la définition de la politique documentaire et de recherche de l'établissement en les rencontrant régulièrement et en les invitant à participer, selon l'ordre du jour, aux séances de la Commission de la recherche. Une des priorités de l'établissement sera également d'instaurer un véritable dialogue de gestion avec les unités de recherche sur le modèle de ce qui se pratique déjà avec les UFR. L'enjeu sera de déterminer les besoins pluriannuels humains et financiers de chaque laboratoire. L'établissement devra donc fiabiliser ses données (*via* la recherche d'un outil adapté pour le SI Recherche) pour permettre d'identifier les apports humains, budgétaires et matériels respectifs des différentes tutelles et les moyens qui peuvent être alloués à chaque unité. La collaboration amorcée avec le CNRS dans ce domaine devra donc être poursuivie et élargie aux autres tutelles ainsi qu'aux EA. En parallèle, l'établissement devra repenser son système d'allocation des moyens en déterminant des critères objectifs de répartition de l'enveloppe recherche entre la dotation aux unités, les financements internes récurrents et les aides spécifiques. Ce travail de longue haleine sera entrepris en concertation avec les unités de recherche et discuté au sein de la Commission Recherche.

Le soutien de l'établissement aux Presses Universitaires de Lyon participera de la valorisation de la recherche produite par les enseignant.es-chercheur.es de Lyon 2. En lien avec le service communication, l'établissement confirmera en outre sa participation à un certain nombre d'initiatives telles que les éditions

² Le Livret de la recherche offre un panorama complet des unités de recherche liées à Lyon 2 avec mention de leurs domaines d'expertise et de leurs partenariats internationaux ou avec le monde socio-économique, et des pages recherche du site de l'établissement.

annuelles de la « Fête de la science » ou « La nuit européenne des chercheurs » (sic) et s'investira dans la Boutique des sciences.

La politique de valorisation de la recherche de l'établissement se concrétisera enfin par le maintien d'un dispositif de soutien aux manifestations scientifiques d'envergure impliquant un ou plusieurs laboratoires ayant pour tutelle Lyon 2 ainsi que des partenaires extérieurs.

III- 4 – Renforcer l'articulation recherche/formation et accompagner l'évolution du doctorat

Afin de renforcer l'articulation recherche/formation, l'université Lyon 2 prendra, à l'échelle du site, toute sa place dans les nouveaux collèges académiques. En interne, elle perpétuera la politique d'association des directeur/trices d'unités de recherche (UMR et EA) aux réunions mensuelles du Conseil des composantes. Elle s'engage également à promouvoir une politique d'emploi concertée entre les UFR ou Instituts et les unités de recherche (définition commune des priorités en matière de recrutement d'enseignant.es-chercheur.es) et à conforter l'adossement des masters à des équipes de recherche ou aux chaires thématiques existant sur le site.

Afin de garantir aux maître.sses de conférences nouvellement élu.es à Lyon 2 la possibilité de poursuivre leurs recherches et de s'intégrer à leur unité de recherche tout en s'investissant dans leurs nouvelles fonctions pédagogiques, l'université Lyon 2 envisage de mettre en place un système de décharge d'enseignement pendant la première année d'activité.

Dans le domaine de la formation doctorale, l'université Lyon 2 participera, à l'échelle du site, à la réflexion sur la promotion des spécificités des LLSHS. Elle encouragera en outre la concertation entre les 3 écoles doctorales dont elle est référente afin qu'elles mutualisent leurs bonnes pratiques et développent des initiatives communes privilégiant l'autonomie des doctorant.es dans le montage de projets pluridisciplinaires (universités d'été, laboratoires juniors). Elle s'engage par ailleurs à conforter sa politique de financement du doctorat et à renforcer l'accompagnement des doctorant.es dans la recherche de sources de financement alternatives aux contrats doctoraux uniques (conventions CIFRE, financements régionaux, fondations, bourses pour doctorant.es étranger.es, etc.). Elle s'efforcera en outre de donner la possibilité à l'ensemble des doctorant.es, de faire des vacations d'enseignement. Enfin, en lien avec la COMUE, elle mettra en place des procédures de doctorat en formation continue et en VAE.

Jalon 6 - Mise en place de procédures et outils de pilotage de la recherche

Indicateur commun de performance IC4 : Taux de réussite en doctorat

IV- Une organisation et des structures au service des missions de l'université

IV-1- Renforcer la communication interne et la coopération entre services

L'université Lyon 2 compte de très nombreux services et composantes de formation entre lesquels le dialogue et les échanges doivent être permanents. Par ailleurs, la direction d'un établissement repose sur des principes de subsidiarité et de démocratie, principes qui ne peuvent se concevoir sans une communication transparente et ouverte. Aussi, la communication interne sera un des axes du volet contractuel et passera par différentes actions telles que :

- La définition des missions et des cœurs de métiers de chaque direction et service, composantes et laboratoires, avec une clarification des fonctions,
- Une démarche d'évaluation des politiques mises en œuvre au sein de l'université,
- Le respect absolu des prérogatives des diverses instances,
- L'organisation d'événements rassembleurs pour les personnels.

Pour cela, il sera nécessaire :

- ✓ de développer la démarche de dialogue entre l'université et ses composantes de formation concernant les besoins et objectifs de chacune comme leur intégration dans le projet de l'établissement.
- ✓ d'associer une démarche d'évaluation intégrale *ex ante* et *ex post* des opérations entreprises et financées des actions engagées, des conventions de recherche, de formation, de conventions

internationales... La démarche qualité passe par la production d'indicateurs complets, quantitatifs et qualitatifs.

- ✓ d'anticiper davantage les changements, les orientations et les besoins, synthétisés sous la forme de lettres de cadrage (budgétaire...), de schémas directeurs (de stratégie immobilière, des SI,...). Il conviendra également d'harmoniser les pratiques de gestion des conventions (frais de gestion, valorisation, répartition des risques, amortissements, TVA, coûts environnés...), démarche initiée au niveau du site dans le cadre de la convention de gestion qu'il convient d'amplifier. Il sera important dans cette optique, de construire un véritable système d'information dédié à la gestion des conventions (internationales, de recherche, de formation, de ressources humaines, etc.) afin d'en améliorer le suivi et la gestion.

IV-2- Poursuivre la mise aux normes des locaux et amplifier les travaux sur le campus Porte des Alpes

Cette période contractuelle sera orientée autour de la rénovation des deux principaux campus, rénovation dont le Plan campus et le CPER seront les instruments :

- pour le site Berges du Rhône (BdR), le plan Campus permettra une mise en sécurité et une accessibilité des locaux, ainsi qu'un renfort de la performance énergétique par le biais d'une meilleure isolation et de performances énergétiques accrues.
- dans le cadre du CPER, un schéma directeur sera arrêté pour la réhabilitation du site Portes des Alpes (PDA). Ce dernier prévoira une remise à neuf des locaux, un renforcement de l'isolation et de façon générale, une amélioration significative des conditions de travail. Il s'inscrit dans une nécessaire réhabilitation urbaine d'ensemble.

Le projet de développement du campus PDA concerne à la fois la construction d'un Learning-centre / Lieu commun et le logement étudiant, mais également les déplacements, la performance énergétique, les espaces paysagers et récréatifs, l'aménagement des espaces publics, la création d'un centre de santé... Le CROUS mettra notamment en chantier une résidence universitaire devant atteindre 450 logements étudiants.

Concernant les moyens financiers, l'université devra veiller à assurer les frais de GER³ (cf. les engagements liés au plan campus qui devront être assumés dès la fin des travaux).

Le pilotage des chantiers nécessitera, de la part de l'établissement, une amélioration de ses procédures et outils de suivi : gestion centralisée des contrats de maintenance, mise en place et suivi d'un schéma directeur de la logistique, inter-opérationnalité des outils de gestion immobilière et logistique avec d'autres outils de l'établissement, voire ceux de l'UdL. Il sera également procédé à la mise à jour de tous les documents et procédures en lien avec les aspects sécurité (DUER⁴, plan de continuité d'activité...), le SPSI devant faire l'objet d'une mise à jour à l'issue des travaux du campus PDA.

Enfin, il convient de mieux articuler les besoins des usager.es avec les programmes de constructions neuves ou les opérations de réhabilitation.

IV-3- Mettre en place une démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines

Les efforts entrepris par l'université en matière de structuration de la politique des ressources humaines devront se poursuivre, notamment au travers d'une démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines. Cela passe en priorité par un renfort des outils RH à disposition de l'encadrement. Ainsi, l'effort de formation à la conduite des entretiens professionnels et à la rédaction des fiches de poste sera poursuivi. En parallèle, il est indispensable que l'établissement consolide ses procédures et affine sa cartographie des métiers, afin de mieux accompagner la mise en place de la nouvelle offre de formation.

Au cœur de cette politique de gestion prévisionnelle, le dialogue RH avec l'ensemble des services et composantes de l'université doit devenir structurel. Dans cet objectif, il conviendra de réaliser un état des lieux très précis par service. En complément, l'analyse prévisionnelle des besoins devra permettre de construire un plan de formation pluriannuel. De la même façon, les services seront encouragés et accompagnés par la Direction des Ressources Humaines afin d'élaborer leur projet de service.

Outre l'élaboration d'un plan de prévention des risques psychosociaux au cours de la période, la mise en œuvre effective du Schéma Directeur du Handicap adopté en juillet 2015 devra permettre d'atteindre 6% de personnels en situation de handicap en 2020, grâce notamment à des efforts marqués sur le recrutement, y compris en constituant des viviers pour les catégories BIATSS et enseignant.es-chercheur.es et le maintien dans l'emploi des agent.es en situation de handicap.

³GER : Gros Entretien Renouvellement

⁴ DUER : Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels

Enfin, des mesures de résorption de la précarité seront engagées, en particulier par l'accroissement de la part des contrats à 100% et de la part de titulaires parmi les agent.es. La limitation du temps partiel subi vise en particulier à améliorer la qualité de vie au travail, à limiter le nombre d'agent.es employé.es sur les mêmes fonctions et à stabiliser le personnel. Ces mesures doivent contribuer à améliorer le suivi et l'accompagnement des usagers et ainsi le service rendu.

IV-4- Assurer le renforcement des Systèmes d'Information (SI)

La Direction des systèmes d'information doit continuer le déploiement de son Schéma Directeur des systèmes d'information (SDSI).

Les faiblesses identifiées doivent orienter le plan d'action vers les secteurs non encore réellement pris en compte ou insuffisamment développés (SI patrimoine, Recherche, Relations Internationales). Pour répondre aux besoins identifiés en termes de pilotage de l'établissement, il conviendra de consolider le SI RH, par la mise en place des outils inter-opérationnels, ce qui est essentiel pour contrôler les flux prévisionnels de charges de personnel.

Le renforcement de la sécurité, le maintien en condition opérationnelle, le renforcement des réseaux sont aujourd'hui des questions centrales pour l'établissement. Il s'agira d'autre part de conforter la prestation de services aux étudiant.es et au personnel : renforcement de la couverture Wifi, passage à la téléphonie IP, renforcement du support utilisateurs et développement de l'environnement virtuel de travail et d'enseignement...

IV-5- Contribuer à la création du pôle LLSHS au sein de la ComUE Udl

Lyon 2 et Lyon 3 sont des partenaires naturels, à la fois par leur complémentarité des disciplines en LLSHS et par la force que ces deux universités représentent dans le domaine des Lettres, Langues, Sciences humaines et sociales. Les deux universités sont riches d'une histoire qui explique leurs particularités et leurs identités et fait la force de chacune. Cette symbiose, l'université Lumière Lyon 2 et l'université Jean Moulin Lyon 3 la rechercheront sur des projets précis, à la fois en matière de recherche où la complémentarité est déjà souvent source de projets féconds. En matière de formation, cela a permis de préserver des cursus à faible effectif, de monter des préparations très performantes pour les concours de l'agrégation, mais aussi de construire des masters interdisciplinaires et de peser face aux autres établissements importants du site, en sciences dures notamment. Les deux universités ont la volonté d'aller plus loin sur des projets dépassant le strict cadre de la recherche et de la formation, par exemple dans le domaine des Relations internationales, celui de la mutualisation des marchés publics quand c'est possible... La réalisation de la MILC (Maison Internationale des Langues et Culture) montre que même en matière de construction, le pôle SHS est une réalité.

Jalons 7 - Mise en place d'une démarche qualité

8 - Généralisation des dialogues de gestion avec les composantes et les unités de recherche

9 - Elaboration d'un nouveau SDSI, mise en œuvre des SI patrimoine, recherche, international et renforcement des SI existants

10 - Développement des outils de communication

11- Point d'étape sur la résorption de la précarité

Indicateur commun de performance IC 9 : Endorecrutement des enseignants – chercheurs : bilan et prévision

Indicateur commun de performance IC10 : Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public

Indicateur commun de performance IC11 : Pilotage financier

Indicateur commun de performance IC12 : Pilotage du système d'information et des services numériques aux usagers

Indicateur commun de performance IC13 : Taux d'occupation des locaux

Indicateur commun de performance IC14 : Evolution des surfaces immobilières

Récapitulatif des jalons de la trajectoire de Lyon 2

Année d'observation	2016	2017	2018	2019	2020
Formation :					
1 - Renforcement de l'évaluation des enseignements					
2 - Systématisation des conseils de perfectionnement					
3 – Evaluation et ajustement de l'offre de formation					
4 – Développement de la cellule de pédagogie du supérieur					
5 - Développement de la valorisation et de l'accompagnement des projets personnels et professionnels ainsi que des initiatives étudiantes					
Recherche :					
6 - Mise en place de procédures et outils de pilotage de la recherche					
Gouvernance et pilotage :					
7 - Mise en place d'une démarche qualité					
8 – Généralisation des dialogues de gestion avec les composantes et les unités de recherche					
9 - Elaboration d'un nouveau SDSI, mise en œuvre des SI patrimoine, recherche, international et renforcement des SI existants					
10 - Développement des outils de communication					
11 – Point d'étape sur la résorption de la précarité					

Annexe financière pour la période 2016-2020 Université Lumière-Lyon 2

- L'université Lyon 2 qui dispose d'un volet spécifique dans le contrat de site Université de Lyon recevra chaque année, conformément à l'article L 712-9 du code de l'éducation, une dotation en crédits qui comprend le montant global de la dotation de l'Etat en distinguant les montants affectés à la masse salariale, les autres crédits de fonctionnement et les crédits d'investissement.
- Les montants affectés à la masse salariale au sein de la dotation annuelle de l'Etat sont limitatifs et assortis du plafond des emplois que l'établissement est autorisé à rémunérer.
- L'établissement s'est fixé des objectifs, en matière d'endorecrutement des professeurs et des maîtres de conférences, conformément à l'article L 952-1-1 du code de l'éducation.
- L'établissement s'engage à mettre en place, pendant la durée du contrat, une comptabilité analytique conformément aux articles 59 et 209 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

- Pour l'année 2016, la dotation prévisionnelle initiale, avant application de la mise en réserve, de l'université Lyon 2 financée par le programme 150 "formations supérieures et recherche universitaire" et le programme 231 «vie étudiante» est la suivante :

Dotation prévisionnelle initiale	
Université Lyon 2	2016
Masse salariale	103 116 615 €
Fonctionnement	10 352 668 €
Dotation prévisionnelle initiale	113 469 283 €

- Pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020 la dotation prévisionnelle de cet établissement fera l'objet d'une notification qui en précisera le montant annuel.

INDICATEURS ET CIBLES DE PERFORMANCE DE LYON 2

Pages

FORMATION ET DE RECHERCHE	
IC 1 – Taux de réussite en licence en trois ans	
IC 2 – Taux de réussite en licence en quatre ans	
IC 3 – Réussite en Master en 2 ans	
IC 4 - Réussite en doctorat	
IC 5– Insertion professionnelle	
IC 6 – Evaluation des formations et des enseignements	
IC 7 – Développement de la formation continue	
IC 8 – Variation des horaires d'ouverture du SCD ou du SICD	
PILOTAGE	
IC 9 – Endorecrutement des enseignant.es – chercheur.es : bilan et prévision	
IC 10 – Développement des ressources propres hors subventions pour charges de service public	
IC 11 – Pilotage financier	
IC 12 – Pilotage du système d'information et des services numériques aux usager.es	
IC 13 – Taux d'occupation des locaux	
IC 14 – Evolution des surfaces immobilières	

INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE**IC 1 TAUX DE RÉUSSITE EN LICENCE EN TROIS ANS****Lyon 2**

Action	Améliorer la réussite des étudiant.es
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiant.es), réussite en L

Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Cohorte 2011 diplômée en 2014
Champ de la mesure	Étudiant.es inscrit.es en 2011

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Le champ des indicateurs est constitué des nouveaux et nouvelles entrant.es dans l'enseignement supérieur public inscrit.es pour la première fois en première année du cursus Licence en 2011. En sont exclu.es les étudiant.es ayant pris une inscription parallèle en STS, DUT ou CPGE ou ayant obtenu le diplôme de Licence à l'issue de la première année. Le cursus Licence inclut la Licence LMD et la Licence Professionnelle en troisième année et, pour les années plus anciennes, le DEUG, le DEUG IUP, et les anciennes licences. Les DEUST ne sont pas inclus. Cf. « mode de calcul ». Est exclue Paris-Dauphine.
Source :	MENESR/SIES, Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant.e (SISE)
Mode de calcul	La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul : - Méthode 1 : la méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en 1ère année - Méthode 2 : la méthode 2 tient uniquement compte des résultats en 3^{ème} année (L3) , rapportant le nombre de diplômé.es à celui des inscrit.es en troisième année de licence ou en licence professionnelle. - Méthode 3 : la méthode 3 tient uniquement compte des étudiant.es qui, s'étant inscrit.es en L1 dans l'établissement, se sont réinscrit.es dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sorti.es du système universitaire en troisième année (voir précisions ci-dessous)
Service responsable de l'indicateur	MESR, DGESIP-DGRI, SIES

	Périodes	Méthode 1	Méthode 2	Méthode 3	Ecart taux observé – taux attendu (M3)
Taux de réussite constaté en % (établissement)	Diplômé.es 2013 (cohorte 2010) pour mémoire	36.2%	89.1%	56%	+ 9.1
	Diplômé.es 2014 (cohorte 2011)	41.4%	90%	60.5%	+ 11.8
	Moyenne nationale (cohorte 2011)	27.2%	86.8%	42.3%	0.0
	Cible 2020 (méthode 3 uniquement)			58 %	

A compléter par l'établissement**Leviers d'action**

La spécialisation progressive a été placée au cœur de la réforme de la Licence. La nouvelle maquette de Licence qui entrera en vigueur à la rentrée 2016 organise la première année autour de **14 portails** pour accéder en L2 aux **24 mentions de Licence** donnant lieu à d'éventuels parcours type en L3.

Le travail réalisé autour des 14 portails proposés aux étudiant.es de L1 vise à encourager la mise en œuvre du principe de progressivité dans le choix des parcours. Avec son socle commun de connaissance et de compétences, la L1 est donc une année de découverte qui

permet de se familiariser avec plusieurs disciplines et de confirmer ou de repenser une orientation. À la fin de la première année, l'étudiant.e choisit une mention de L2, en continuité avec les enseignements du portail. En faisant le choix d'un portail, l'étudiant.e est moins « spécialisé.e » et son orientation en 2^{ème} année en sera facilitée. Le portail facilite la réorientation en Semestre 2 si le choix initial d'orientation ne convient pas à l'étudiant.e.

La mise en place d'un outil statistique de gestion des flux depuis cette année va également permettre de déceler les étudiant.es en difficulté. Un meilleur suivi et une meilleure connaissance des étudiant.es en situation fragile permis par ce nouvel outil favoriseront la construction et la mise en place d'une politique d'orientation active.

Enfin, la création d'une cellule de Pédagogie du supérieur au sein de la Direction de la Formation et de la Vie étudiante vise à améliorer l'accompagnement des nouveaux et nouvelles enseignant.es-chercheur.es, à favoriser la mise en place de méthodes pédagogiques différenciées et adaptées aux différents publics, à apporter un soutien aux équipes dans la mise en œuvre d'outils et de pratiques pédagogiques alternatives.

Commentaires de l'université

Précisions apportées par le SIES (mars 2011)

Définition des indicateurs de réussite

Les indicateurs sont des ratios rapportant des effectifs d'étudiant.es.

La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul décrites ci-dessous.

Pour un établissement :

Taux de réussite de la méthode 1 :

La méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en L1.

Base (dénominateur) : étudiant.es du champ inscrit en L1 dans l'établissement l'année $n / n+1$.

Réussite en 3 ans (numérateur) : étudiant.es de la base ayant obtenu la Licence à la session $n+3$ (ou $n+2$) quelle que soit l'université où le diplôme a été obtenu.

Taux de réussite de la méthode 2 :

La méthode 2 tient uniquement compte des résultats en L3.

Base (dénominateur) : étudiant.es du champ inscrites en L3 dans l'établissement l'année $n+2 / n+3$ (quel que soit l'établissement d'inscription en première année).

Réussite en 3 ans (numérateur) : étudiant.es de la base ayant obtenu le diplôme à la fin de l'année.

Taux de réussite de la méthode 3 :

La méthode 3 tient uniquement compte des étudiant.es qui, s'étant inscrit.es en L1 dans l'établissement, se sont réinscrit.es dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sorti.es du système universitaire en troisième année.

Base (dénominateur) : étudiant.es du champ qui se sont inscrit.es 3 années de suite dans l'établissement (successivement en $n / n+1$, $n+1 / n+2$, $n+2 / n+3$) ou qui se sont inscrit.es dans l'établissement deux années (en $n / n+1$ et $n+1 / n+2$) et sont sorti.es du système universitaire l'année $n+2 / n+3$.

Sont également inclus.es les étudiants inscrites dans l'établissement en $n / n+1$ et $n+1 / n+2$ qui ont obtenu la Licence à la session $n+2$ (quelle que soit leur situation en $n+2 / n+3$).

Réussite en 3 ans (numérateur) : étudiant.es de la base ayant réussi la Licence à la fin de la deuxième ou de la troisième année (en $n+2$ ou $n+3$).

Au niveau national :

Pour chaque méthode, l'agrégation au niveau national comporte deux lignes :

Ligne « Inscriptions principales » : elle correspond à la somme des lignes par établissement. Sur cette ligne, un.e étudiant.e est compté.e autant de fois qu'il ou elle a pris d'inscriptions dans des établissements différents et pour la réussite, autant de fois qu'il ou elle a obtenu son diplôme dans un établissement.

Ligne « Etudiant.es » : sur cette ligne, un.e étudiant.e est compté.e une seule fois dans l'effectif. Il ou elle est compté.e dans la réussite dès l'instant qu'il ou elle a obtenu son diplôme dans un établissement dans les conditions définies par la méthode (y compris si il ou elle est en échec dans un autre établissement).

Valeur ajoutée

Chaque université possède sa propre population étudiante, qui diffère par ses caractéristiques sociales et le parcours antérieur : série du baccalauréat, âge au moment de son obtention, ancienneté de son obtention. Or, les études sur la réussite à l'université montrent que la réussite varie fortement selon ces caractéristiques.

Aussi, à côté des indicateurs bruts, des taux simulés sont calculés par établissement, correspondant à la réussite qu'on pourrait observer pour l'université si celle des différentes catégories d'étudiant.es était identique à la réussite nationale pour ces mêmes catégories, définies par les critères suivants :

- **sexe**
- **âge au baccalauréat** (4 modalités : à l'heure ou en avance, en retard d'un an, en retard de plus d'un an, non bachelier.e)
- **ancienneté d'obtention du baccalauréat** (4 modalités : baccalauréat obtenu l'année de l'entrée à l'université, obtenu un an avant, obtenu deux ans avant ou plus, non bachelier.e)
- **série du baccalauréat** (7 modalités : Littéraire, Economique, Scientifique, Technologique STG, Autre technologique, Professionnel, non bachelier.e)
- **pcs des parents** (5 modalités : très favorisé (cadres, enseignant.es...), favorisé (professions intermédiaires), assez défavorisé (employé.es...), défavorisé (ouvrier.es...), non réponse)
- **discipline d'inscription en L1** (regroupée en 3 modalités : Droit, Economie, AES ; Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et sociales ; Sciences, STAPS, Santé)

L'écart entre le taux observé et le taux simulé est appelé la **valeur ajoutée**. Elle permet de situer une université par rapport à la moyenne nationale une fois ces effets de structure pris en compte.

Néanmoins, certaines caractéristiques ne sont pas prises en compte dans ces simulations (mention au baccalauréat par exemple) et des spécificités par établissement (modalités de notation) ne sont pas observables ou mesurables : aussi, si les indicateurs de valeur ajoutée complètent l'analyse qui peut être faite à partir des seuls indicateurs bruts, ils n'ont pas un caractère absolu.

IC 2	TAUX DE REUSSITE EN LICENCE EN QUATRE ANS	Lyon 2
------	---	--------

Action	Améliorer la réussite des étudiant.es
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiant.es), réussite en L

Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Cohorte 2010 diplômée en 2014
Champ de la mesure	Étudiant.es inscrits en 2010

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Le champ des indicateurs est constitué des nouveaux et nouvelles entrant.es dans l'enseignement supérieur public inscrit.es pour la première fois en première année du cursus Licence en 2011. En sont exclu.es les étudiant.es ayant pris une inscription parallèle en STS, DUT ou CPGE ou ayant obtenu le diplôme de Licence à l'issue de la première année. Le cursus Licence inclut la Licence LMD et la Licence Professionnelle en troisième année et, pour les années plus anciennes, le DEUG, le DEUG IUP, et les anciennes licences. Les DEUST ne sont pas inclus. Cf. « mode de calcul ». Est exclue Paris-Dauphine.
Source :	MENESR/SIES, Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant.e (SISE)
Mode de calcul	La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul : - Méthode 1 : la méthode 1 tient uniquement compte de l'établissement d'inscription en 1ère année - Méthode 2 : la méthode 2 tient uniquement compte des résultats en 3 ^{ème} année (L3), rapportant le nombre de diplômé.es à celui des inscrit.es en troisième année de licence ou en licence professionnelle. - Méthode 3 : la méthode 3 tient uniquement compte des étudiant.es qui, s'étant inscrit.es en L1 dans l'établissement, se sont réinscrit.es dans l'établissement les deux années suivantes ou bien qui sont sorti.es du système universitaire en troisième année. En cas d'échec en troisième année, seule la réussite dans le même établissement est prise en compte.
Service responsable de l'indicateur	MENESR, DGESIP-DGRI SIES

Taux de réussite constaté en %	Périodes	Réussite en 3 ans	Réussite en 4 ^e année	Cumul 3 et 4 ans	Valeur ajoutée (en points) en 3 et 4 ans
Etablissement	cohorte 2010	56 %	11.1 %	67.1 %	+ 6.7
Cible 2020 (méthode 3)	cohorte 2016		10 %		
Taux de réussite constaté en % Données nationales	cohorte 2010	42.9 %	13.9 %	56.8 %	0.0

Pour information

Filières d'origine des bachelier.es (méthode 3)	Cohorte 2010	Cohorte 2010
	établissement	National
Bac général	82.5 %	78.5 %
Bac technologique	11.0 %	12.3 %
Bac professionnel	2.4%	3.7 %
Non bachelier.es	4.1%	5.5 %

Leviers d'action Voir les leviers d'actions exposés pour IC 1 Taux de réussite en Licence en trois ans

Commentaires de l'établissement

IC 3	RÉUSSITE EN MASTER EN 2 ANS	Lyon 2
------	-----------------------------	--------

Action	Améliorer la réussite des étudiant.es
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiant.es), réussite en M

Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Entrées en n, diplômé.es en n+2
Champ de la mesure	Étudiant.es inscrit.es en 2011-2012, diplômé.es en 2013, inscrit.es en 2012-2013, diplômé.es en 2014.

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	<p>Champ : étudiant.es ayant pris une inscription principale en M1 l'année n / n+1 et qui n'étaient pas inscrit.es en M1 l'année précédente.</p> <p>Les formations prises en compte en Master sont le master LMD (hors Master enseignement) et le master ingénieur.e, la Maîtrise et la Maîtrise IUP, le DEA et le DESS.</p> <p>Les ESPE ne sont pas comprises dans l'indicateur.</p>
Mode de collecte des données de base	Données administratives recueillies via le Système d'information sur le suivi de l'étudiant.e (SISE)
Services ou organismes responsables de la collecte des données de base	SD-SIES
Service responsable de la synthèse des données	DGESIP/SD-SIES
Validation de l'indicateur	DGESIP/SD-SIES
Mode de calcul	<p>Définition des indicateurs de réussite</p> <p>Les indicateurs sont des ratios rapportant des effectifs d'étudiant.es.</p> <p>La réussite est appréhendée au travers de trois méthodes de calcul décrites ci-dessous.</p> <p>Pour un établissement :</p> <p>Taux de réussite de la méthode 1</p> <p>Base (dénominateur) : étudiant.es du champ inscrit.es dans l'établissement l'année n / n+1.</p> <p>Réussite en 2 ans (numérateur) : étudiant.es de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2 quel que soit l'établissement où le diplôme a été délivré.</p> <p>Taux de réussite de la méthode 2</p> <p>Base (dénominateur) : étudiant.es du champ inscrit.es en M2 dans l'établissement l'année n+1 / n+2 (quel que soit l'établissement d'inscription en première année).</p> <p>Réussite en 2 ans (numérateur) : étudiant.es de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2.</p> <p>Taux de réussite de la méthode 3</p> <p>Base (dénominateur) : étudiant.es du champ qui se sont inscrit.es deux années de suite dans l'établissement (en n / n+1 et en n+1 / n+2) ou qui se sont inscrit.es dans l'établissement l'année n / n+1 et qui sont sorti.es du système universitaire l'année n+1 / n+2.</p> <p>Réussite en 2 ans (numérateur) : étudiant.es de la base ayant obtenu un diplôme de Master à la session n+2.</p> <p>Au niveau national :</p> <p>Pour chaque méthode, l'agrégation au niveau national comporte deux lignes :</p> <p>Ligne « Inscriptions principales » : elle correspond à la somme des lignes par établissement. Sur cette ligne, un.e étudiant.e est compté.e autant de fois qu'il ou elle a pris d'inscriptions dans des établissements différents et pour la réussite, autant de fois qu'il ou elle a obtenu son diplôme dans un établissement..</p> <p>Ligne « Etudiant.es » : sur cette ligne, un.e étudiant.e est compté.e une seule fois dans l'effectif. Il ou elle est compté dans la réussite dès l'instant qu'il ou elle a obtenu son diplôme dans un établissement dans les conditions définies par la méthode (y compris si il ou elle est en échec dans un autre établissement).</p> <p>Valeur ajoutée</p> <p>Chaque université possède sa propre population étudiante, qui diffère par ses caractéristiques sociales et le parcours antérieur : série du baccalauréat, âge au moment de son obtention, ancienneté de son obtention. Or,</p>

	<p>les études sur la réussite à l'université montrent que la réussite varie fortement selon ces caractéristiques. Aussi, à côté des indicateurs bruts, des taux simulés sont calculés par établissement, correspondant à la réussite qu'on pourrait observer pour l'université si celle des différentes catégories d'étudiant.es était identique à la réussite nationale pour ces mêmes catégories, définies par les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - âge à l'entrée en M1 (3 modalités : 22 ans ou moins ; 23 ans ; plus de 23 ans) - formation suivie l'année précédente (3 modalités : Bac+3, autre niveau, non inscrit). Lorsqu'il y a plusieurs inscriptions l'année précédente avec des niveaux différents, on conserve le cas Bac+3 - discipline de l'inscription en M1 (regroupées en 4 modalités : Droit ; Economie, AES ; Lettres, Langues, Arts, Sciences humaines et sociales ; Sciences, STAPS, Santé) - voie du diplôme en M1 (3 modalités : générale ou indifférenciée, professionnelle, recherche). <p>L'écart entre le taux observé et le taux simulé est appelé la valeur ajoutée. Elle permet de situer une université par rapport à la moyenne nationale une fois ces effets de structure pris en compte.</p> <p>Néanmoins, certaines caractéristiques ne sont pas prises en compte dans ces simulations (mention au baccalauréat par exemple) et des spécificités par établissement (modalités de notation) ne sont pas observables ou mesurables : aussi, si les indicateurs de valeur ajoutée complètent l'analyse qui peut être faite à partir des seuls indicateurs bruts, ils n'ont pas un caractère absolu.</p>
--	---

	Périodes	Méthode 1	Méthode 2	Méthode 3	Ecart taux observé – taux attendu (M3)
Taux de réussite constaté en % (établissement)	Diplômé.es 2013 (cohorte 2011) pour mémoire	38.6 %	84.3 %	36.7 %	- 8.1
	Diplômé.es 2014 (cohorte 2012)	37.1 %	83.6 %	35.4 %	- 9.2
	Moyenne nationale (cohorte 2012) en %	52.2 %	88.2 %	52.5 %	0.0
	Cible 2020 (méthode 3 uniquement)			38 %	

A compléter par l'établissement

Leviers d'action

Commentaires de l'université

L'écart entre la moyenne nationale et les chiffres de l'établissement est clairement la conséquence d'une part de la structure socio-démographique des étudiant.es et d'autre part de l'organisation pédagogique des formations. Ainsi avec plus de 10% d'étudiant.es en formation continue ou en reprise d'études (certain.es bénéficient d'un régime particulier de master en 4 ans) et à la spécificité des pratiques dans certains domaines comme la psychologie, l'établissement ne pourra pas accroître sensiblement ce taux de réussite en 2 ans.

IC 4	REUSSITE EN DOCTORAT	Lyon 2
------	----------------------	--------

Action	Formation initiale et continue de niveau doctorat
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômés.es)

Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Les valeurs de réalisation sont disponibles en juillet de l'année n+1 pour les doctorant.es de l'année civile n.
Champ de la mesure	Universités de France métropolitaine et des DOM, y compris Université de Lorraine et Paris-Dauphine

Élaboration et qualités de l'indicateur

Source :	Etablissement
Service responsable de l'indicateur	MENESR-DGESIP-SIES

	Taux de l'établissement en 2014		Cible 2020 En %	Soutenances 2014 (données nationales)	Cible 2018 (PAP 2016)
Part des doctorats obtenus en moins de 40 mois	DEG				
	SHS	20 %			
	Sciences	20 %			
	Ensemble	18 %	20%	41.4 %	46 %
<i>Part des doctorats obtenus entre 40 et moins de 52 mois (pour information)</i>	DEG	33 %			
	SHS	20 %			
	Sciences	60 %			
	Ensemble	22 %		%	%
Part des doctorats obtenus en moins de 52 mois	DEG	33 %			
	SHS	40 %			
	Sciences	80 %			
	Ensemble	40 %	50%	72.8 %	80 %
<i>Part des doctorats obtenus entre 52 et 72 mois (pour information)</i>	DEG	40 %			
	SHS	27 %			
	Sciences	20 %			
	Ensemble	28 %		%	%
<i>Part des doctorats obtenus en plus de 72 mois (6 ans) (pour information)</i>	DEG	27 %			
	SHS	34 %			
	Sciences				
	Ensemble	32 %		%	%

Précisions : la mesure propose une vision partielle de la réussite en D puisqu'elle ne porte que sur les thèses soutenues et donc sur les doctorant.es ayant abouti sur le parcours en D. L'indicateur ne permet pas de statuer sur la réussite globale de l'ensemble des inscrit.es en D puisque ne sont pas comptabilisé.es les doctorant.es n'ayant pas soutenu pour diverses raisons, qui ne sont d'ailleurs pas toujours significatives d'un échec dans le parcours de formation et relèvent souvent d'une insertion professionnelle anticipée

A compléter par l'établissement**Leviers d'action**

Pour le prochain contrat, l'établissement va poursuivre sa politique en faveur de la réussite en doctorat en utilisant les leviers d'action suivants, pour certains déjà votés par les conseils centraux :

Inciter les écoles doctorales à faire une sélection plus stricte à l'entrée,

Favoriser les thèses financées,

Former les encadrant.es,

Continuer à baisser le plafond du nombre maximum de doctorant.es encadré.es par HDR, fixé à 10 en 2014.

Commentaires de l'université

Commentaires sur l'indicateur lui-même tel que demandé :

Un indicateur qui n'utilise que des valeurs relatives (en %) sans que soient données les valeurs absolues par ailleurs ($n = xxx$) ne permet pas de comparer des établissements les uns aux autres. En effet, une université dont 100% des doctorant.es soutiennent en moins de 52 mois peut avoir fait soutenir 15 thèses dans l'année, alors qu'une autre avec un score inférieur (75%, par exemple) peut avoir fait soutenir malgré tout 150 thèses. Se pose donc la question de la finalité de l'indicateur : déterminer si la politique en faveur de la formation doctorale a porté ses fruits ? savoir si la formation doctorale est de qualité ? L'Université est-elle une grande université de recherche ?

L'indicateur est un ratio rapportant des effectifs d'étudiant.es. La demande de la « Part des doctorats obtenus en moins de... » est ambiguë dès lors que la fiche ne précise pas si ce pourcentage est calculé par rapport à la totalité des thèses soutenues dans l'année tous secteurs confondus, ou seulement par rapport au total des thèses soutenues dans le sous-secteur correspondant (DEG, SHS, etc.). Autrement dit, on ne sait pas ce qui est relatif par rapport à quoi.

Dans le calcul du taux 2014 de l'établissement, nous avons décidé de rapporter le pourcentage au total des thèses soutenues dans le sous-secteur. La réussite est donc appréhendée au travers de la méthode de calcul décrite ci-dessous :

Base (dénominateur) : étudiant.es du champ inscrit.es dans l'établissement l'année n et ayant soutenu leur doctorat au cours de l'année $n/n+1$.

Réussite en x mois (numérateur) : étudiant.es de la base ayant obtenu un diplôme doctorat au cours de l'année n préparé en x mois.

La répartition des doctorant.es par champ a été déterminée en fonction des disciplines SISE (la discipline « Sciences politiques » a été intégrée dans le champ SHS).

Commentaires généraux :

La réussite en doctorat peut s'expliquer par divers facteurs, mais améliorer l'accompagnement et le suivi des doctorant.es peut impacter cet indicateur.

L'établissement a donc déjà au cours du quinquennal précédent essayé d'influer sur cet indicateur en mettant en place différentes actions :

Réinscription systématique des doctorant.es chaque année : depuis deux ans, l'établissement demande une réinscription systématique des doctorant.es, en relançant les différents acteur/trices (doctorant.es, directeur/trices de thèse et directeur/trices d'école doctorale). Ces différentes relances permettent de mieux suivre les doctorant.es et de pouvoir donc identifier plus rapidement les doctorant.es qui abandonnent. Ce travail a aussi l'avantage de permettre de fiabiliser notre système d'information. Au cours du prochain quinquennal, il faudra que l'établissement systématise ce dispositif. Ce levier est le fruit d'un travail conjoint entre le pôle doctoral de la DRED et le service des inscriptions,

Instauration d'un plafond d'encadrement des thèses : la Commission Recherche a instauré, pour la première fois dans l'établissement, un plafond d'encadrement doctoral en septembre 2014.

Les chiffres 2014 montrent que notre établissement est assez loin de la moyenne nationale, mais cela s'explique par la spécificité LLSHS de notre université. En effet, les thèses en LLSHS sont généralement plus longues pour des raisons d'ordre scientifique et parce le/la doctorant.e n'a pas toujours de financement pour sa thèse. Cela explique pourquoi la cible pour 2020 ne propose pas d'atteindre la moyenne nationale car nous pensons que la spécificité LLSHS n'est pas prise en compte actuellement.

Par ailleurs, l'indicateur traite sans distinction la formation initiale et la formation continue. Or, les thèses en formation continue sont souvent plus longues car les doctorant.es cumulent un emploi (enseignant.es du Secondaire, praticien.nes salarié.es des métiers de la santé, etc.) et leur formation. Il serait peut-être intéressant d'avoir deux cibles, ce qui permettrait de mieux refléter la réalité du terrain.

Enfin, en tant qu'opérateur du doctorat, l'établissement va essayer de mettre en place les leviers d'action ci-dessus, mais la politique doctorale de l'établissement dépendra également de la politique portée par le collège doctoral au niveau du site et par les politiques menées au sein de chaque école doctorale, dont les attributions inscrites dans le prochain arrêté sont désormais plus larges encore.

IC 5	INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉ.ES	Lyon 2
------	--	--------

Action	Formation initiale et continue de niveau licence et master
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 1 (répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue, insertion professionnelle des jeunes diplômé.es

Description de l'indicateur

Unité de mesure	%
Date de la mesure	Diplômés 2012 au 1er décembre 2014
Champ de la mesure	Universités de France métropolitaine et des DOM, y compris Université de Lorraine et Paris-Dauphine

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Situation professionnelle au 1er décembre 2014 et au 1 ^{er} décembre 2013 des diplômé.es 2012 de master et de licence professionnelle, de nationalité française, issu.es de la formation initiale, âgé.es de moins de 30 ans et n'ayant pas poursuivi ou repris des études dans les deux années suivant l'obtention du diplôme.
Source :	Données collectées dans le cadre de la sixième enquête nationale sur l'insertion professionnelle des diplômé.es de Master et de licence professionnelle.
Mode de calcul	<p>Le taux de réponses exploitables est égal au nombre de questionnaires recueillis qui permettent de connaître la situation du/de la diplômé.e rapporté au nombre total de diplômé.es à interroger dans le cadre de l'enquête. Les diplômé.es à interroger dans le cadre de l'enquête forment une sous-population de l'ensemble des diplômé.es.</p> <p>On distingue 4 situations pour les diplômé.es interrogé.es : hors champ (poursuites d'études après le diplôme ou interruption d'études supérieures de plus de deux ans), inactivité, en emploi, en recherche d'emploi. Les diplômé.es hors champ ou inactif/ves ne sont pas pris.es en compte dans le calcul des indicateurs d'insertion.</p> <p>Le nombre de réponses prises en compte est égal au nombre de réponses exploitables émanant de diplômé.es vérifiant les critères de l'enquête et présent.es sur le marché du travail (en emploi ou au chômage).</p> <p>Le poids de la formation est le pourcentage de diplômé.es de cette formation dans l'ensemble des diplômé.es de l'université qui sont dans le champ de l'enquête et présent.es sur le marché du travail. Les effectifs sont redressés pour tenir compte de la non-réponse.</p> <p>Le taux d'insertion est défini comme étant le nombre de diplômé.es dans le champ de l'enquête (voir ci-dessus) occupant un emploi, quel qu'il soit, rapporté au nombre de diplômé.es dans le champ de l'enquête présent.es sur le marché du travail (en emploi ou au chômage). Les effectifs portés au numérateur et au dénominateur sont redressés pour tenir compte de la non-réponse.</p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR-DGESIP/DGRI-SIES

IC 5 INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉ.ES (SUITE)

Lyon 2

Implication dans l'enquête nationale menée en 2014 sur les diplômés 2012

	Nombre de diplômé.es université	Nombre de réponses exploitables université	Taux de réponses exploitables université	Moyenne nationale
Master	1093	786	72.4%	70.1%
LP	316	152	48.1%	66.8%

Insertion des diplômé.es 2012 de Master et de Licence professionnelle

	Master				Licence Pro			
	nombre réponses prises en compte	poids discipline	taux insertion université	moyenne nationale 2014 (%)	nombre réponses prises en compte	poids discipline	taux insertion université	moyenne nationale 2014 (%)
Ensemble DEG	207	32	88	91	62	58	95	92
Droit	75	12	87	91	11	15	Ns	93
Economie	68	11	87	69	25	27	Ns	91
Gestion	57	9	96	93	26	16	ns	92
Autres DEG	7	1	ns	84				
Lettres, Langues, Arts	71	13	80	86	16	12	ns	82
Ensemble SHS	308	47	84	86	16	9	ns	86
Histoire-Géographie	61	9	85	83				
Psychologie	69	14	85	90				
Information communication	43	7	84	87	11	7	ns	87
Autres SHS	115	17	83	84	5	2	ns	85
Ensemble STS	55	8	85	90	20	21	ns	90
Sciences de la vie et de la terre								
Sciences fondamentales								
Sciences de l'ingénieur					20	21	ns	94
Informatique	55	8	85	95				
Autres STS								

Eléments de contexte socio-économique

Taux de chômage au 4ème trimestre 2014	Régional		% de diplômé.es boursier.es	Master	Université		LP	Université	
	National	10.1			National	29		National	52

A compléter par l'établissement

Leviers d'action

La systématisation des stages en Masters ainsi que la refonte des masters avec la suppression de la distinction PRO et RECHERCHE contribuent à une meilleure insertion professionnelle des diplômé.es.

Les « comités de perfectionnement » qui seront mis en place à la rentrée 2016 au niveau de la formation et qui associeront partenaires extérieurs, professionnel.les, équipes pédagogiques Lyon2 et étudiant.es auront pour objectif d'évaluer la formation et de l'adapter en fonction des réflexions et propositions d'actions qui émergeront de ces comités.

Commentaires de l'université

IC 6	ÉVALUATION DES FORMATIONS ET DES ENSEIGNEMENTS	Lyon 2
------	--	--------

Action	Améliorer la réussite des étudiant.es
Objectif	Améliorer la réussite à tous les niveaux de formation
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 2 (améliorer la réussite des étudiant.es)

Description de l'indicateur

Unité de mesure	Ratio en %
Date de la mesure	Année universitaire 2014-2015 ; cible 2019-2020
Champ de la mesure	Enseignements dispensés en L (hors licences professionnelles) en M et dans les autres diplômes

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	% de mentions de L, M et autres diplômes dont les enseignements font l'objet d'une évaluation de la part des étudiant.es. Par évaluation, il faut entendre un dispositif de mesure de la satisfaction des inscrit.es dans la mention, en vue de l'amélioration des services rendus. L'évaluation peut concerner chaque enseignement pris séparément, et/ou porter sur le dispositif pédagogique pris globalement. En toute hypothèse, il convient d'indiquer, en commentaire, la périodicité de l'évaluation, son périmètre (tout ou partie des enseignements, tout ou partie du dispositif pédagogique), la démarche d'amélioration continue dans laquelle elle s'inscrit.
Source :	établissement
Mode de calcul	(nombre de mentions de L évaluées / nombre total des mentions) X 100 (nombre de mentions de M évaluées / nombre total des mentions) X 100

A compléter par l'établissement

	Données de l'université	2014-2015	Cible 2020
Niveau L Hors LP	Nombre de mentions de L dans l'établissement	31	
	Effectifs d'étudiant.es inscrit.es en L	13 391	
	Part des mentions de L faisant l'objet d'une évaluation	100%	100%
	Effectifs d'étudiant.es inscrit.es dans une formation de L évaluée	13 391	
	Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondant.es/effectif total dans les mentions évaluées*100)	41%	50%
Niveau M Hors ingénieur.es, IEP	Nombre de mentions de M dans l'établissement	39	
	Effectifs d'étudiant.es inscrit.es en M	6 098	
	Part des mentions de M faisant l'objet d'une évaluation	100%	100%
	Effectifs d'étudiant.es inscrit.es dans une formation de M évaluée	6 098	
	Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondant.es/effectif total dans les mentions évaluées*100)	39%	50%
Autres diplômes DUT (x spécialités), LP (x mentions), Ingénieur.es (x diplômes), Classes préparatoires (x classes) et PACES	Nombre de diplômes concernés	14	
	Effectifs d'étudiant.es inscrit.es	271	
	Part des diplômes faisant l'objet d'une évaluation	100%	100%
	Effectifs d'étudiant.es inscrit.es dans une formation Autres diplômes évaluée	271	
	Taux de réponse à l'enquête (nombre de répondants/effectif total dans les mentions évaluées*100)	42%	50%

Cibles 2020 (réponses cumulées au terme du contrat)	
Taux de réponse aux enquêtes	50%
Part des mentions et diplômes faisant l'objet d'au moins une évaluation	100%

IC 6	ÉVALUATION DES FORMATIONS ET DES ENSEIGNEMENTS (SUITE)	Lyon 2
------	--	--------

Précisions pour la licence

L'article 19 de l'arrêté licence du 1^{er} août 2011 fixe les motifs et les conditions générales de l'évaluation des enseignements :

« Au sein des établissements, des dispositifs d'évaluation sont mis en place pour chaque formation ou pour un groupe de formations, notamment à travers la constitution de conseils de perfectionnement réunissant des représentants des enseignants, des étudiants et du monde socio-professionnel.

Une évaluation des formations et des enseignements est également organisée au moyen d'enquêtes régulières auprès des étudiants.

Ces dispositifs favorisent le dialogue entre les équipes de formation, les étudiants et les employeurs potentiels. Ils éclairent les objectifs de chaque formation, contribuent à en faire évoluer les contenus ainsi que les méthodes d'enseignement afin de faciliter l'appropriation des savoirs, des connaissances et des compétences et permettent d'en améliorer la qualité.

Cette évaluation est organisée dans le respect des dispositions des statuts des personnels concernés.

Les résultats des évaluations font l'objet d'un débat au sein du conseil de la composante concernée et du conseil des études et de la vie universitaire ».

A compléter par l'établissement**Leviers d'action****Commentaires de l'université**

L'Université Lumière Lyon 2 conduit depuis 2008 des enquêtes portant sur l'évaluation des formations. Ce dispositif est animé par un comité de pilotage présidé par le/la Vice-président.e chargé.e de la formation et de la vie étudiante.

L'évaluation de ce dispositif conduite en 2014 a mis en évidence la nécessité de le faire évoluer. Ainsi il a été décidé de dissocier dans l'évaluation ce qui relève des conditions de vie de l'étudiant.e de ses conditions d'études.

Une première enquête sur les conditions de vie a été conduite en 2014-2015, l'enquête sur les conditions d'études en 2015-2016. Il s'agit bien pour cette dernière d'identifier les facteurs qui relèvent de l'offre de formation, c'est-à-dire de l'établissement, de la formation et de l'organisation des conditions d'études.

Cette enquête a été déclinée en trois niveaux : les conditions d'études au niveau de la formation ; les conditions d'études au niveau de la composante ; les conditions d'études au niveau de l'Université (les services offerts et administrés en central, l'organisation de l'université...).

Le champ de l'enquête est les étudiant.es inscrit.es à l'Université Lumière Lyon 2 en 2015/2016, en excluant les étudiant.es qui ne suivent pas la totalité de leurs cours au sein de l'établissement (étudiant.es ayant une inscription dans une formation en convention, une inscription parallèle dans un autre établissement, étudiant.es en mobilité sortante, étudiant.es en formation à distance, etc.).

Cette enquête sera renouvelée en 2017-2018 et en 2020-2021.

L'université souhaite poursuivre de manière plus approfondie la **démarche d'évaluation des enseignements, et plus largement de la formation**. L'ambition est de mettre en œuvre pour le prochain contrat un système d'information partagé et négocié avec l'ensemble des acteur/trices, permettant de disposer d'indicateurs de suivi des formations. L'enjeu est bien de partager entre les composantes et les services centraux des indicateurs communs permettant de suivre au niveau de la CFVU les effets des politiques mises en œuvre pour atteindre les objectifs définis, et de fonder ainsi une politique d'orientation des moyens (campagne de postes, services, moyens pédagogiques, locaux).

A compter de la rentrée 2016, les résultats de ces enquêtes ont vocation à être utilisées notamment dans le cadre des « comités de perfectionnement » au niveau des Masters. Ces résultats devront contribuer à alimenter la réflexion critique et prospective sur l'évolution des formations. L'analyse et l'exploitation de ces résultats devront permettre un meilleur pilotage de l'offre de formation.

IC 7	DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION CONTINUE	Lyon 2
------	--	--------

Action	Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie
Objectif	Favoriser l'accroissement de la formation continue
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	- Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation tout au long de la vie (objectif 1 du programme 150) - Améliorer l'efficacité des opérateurs (objectif 6 du programme 150, évolution des ressources propres)

Description des indicateurs

Unités de mesure	1 – heures-stagiaires en millions (les heures-stagiaires sont le cumul des heures suivies par chaque personne en formation) 2 – nombre de diplômé.es en formation continue (dont VAE) 3 – recettes en euros (€)
Date de la mesure	Année civile précédant la 1 ^{ère} année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Prestations de formation continue, diplômante ou non, assurées par l'établissement. L'apprentissage, qui relève de la formation initiale, est exclu du champ.

Mode de renseignement de l'indicateur	établissement
---------------------------------------	---------------

A compléter par l'établissement

	Situation 2014 (S)	Cible 2020 (C)	Taux de croissance attendu (C-S)/S*100, en %
1-Heures stagiaires	630 497	670 000	6 %
2- Nombre de diplômé.es en formation continue	780	805	3 %
<i>Dont Validation des acquis de l'expérience (VAE)</i>	44	66	50 %
3- Chiffre d'affaires de la formation continue	3 353 514	3 600 000	7%

Précisions : cette fiche peut être adaptée en fonction des orientations retenues dans le contrat. Il n'est pas obligatoire de déterminer une cible chiffrée pour tous les items proposés (colonne « Cible ») : seuls ceux qui correspondent aux priorités de l'établissement doivent faire l'objet d'une cible. En revanche, pour une meilleure compréhension de la situation de l'établissement, il est demandé de compléter tous les items de la colonne « Situation ».

* : la notion certification est ici entendue dans un sens large : un diplôme, un titre ou un certificat inscrit ou non au RNCP (répertoire national des certifications professionnelles) accréditant qu'une personne est capable d'appliquer des connaissances, des habilités, des attitudes et comportements nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle donnée.

A compléter par l'établissement**Leviers d'action**

Les choix stratégiques de l'établissement et la convergence avec la politique mise en œuvre sur ce même champ par l'Université de Lyon permettent d'envisager une évolution positive.

- Création de postes dédiés pour accompagner une nouvelle ingénierie afin d'accroître les possibilités de modularisation, de bénéficier de l'apport du numérique, d'engager une politique partenariale et d'asseoir davantage le lien avec la recherche. Mise en pratique dès 2016-2017.
- Réponse collective UdL à l'AMI Germinet pour créer une dynamique de développement et « un changement de paradigme et d'échelle » : mutualisation et valorisation des « bonnes » pratiques au sein de l'Université de Lyon afin de lever les freins identifiés dans les différents rapports. Le travail est amorcé sur 2016.
- Réflexion en profondeur sur la question de la certification (RNCP, inventaire, blocs de compétences) pour redynamiser l'offre DU. Plusieurs UFR sont déjà parties prenantes (Psychologie et IETL)

- Politique engagée de calcul des coûts complets (et non plus en coûts marginaux) des diplômes en formation continue avec une matrice budgétaire unique à toutes les composantes de formation (UFR et Instituts) comportant des items homogènes en termes de nature et de méthodes de valorisation
- Lancement d'« études de marché » sur le positionnement de l'offre en FC, en termes de nature de cours, de volume horaire, de prix par rapport aux autres opérateurs publics et privés dans le cadre du renouvellement de leur catalogue de formation continue
- Révision des prix proposés sur la base de ces analyses en coûts complets, selon les publics et les financements associés éventuels.
- Développement des parcours en alternance pour permettre une mixité accrue des publics et diversifier les sources de financement.

Commentaires de l'université

La mise en œuvre des mesures énoncées, associée à une valorisation efficace de l'offre et un travail sur les coûts réels, devra permettre de faire évoluer le chiffre d'affaires dans une proportion non négligeable. Le pari de la modularisation et de fait, d'actions de formation plus séquencées et ciblées, drainera un nouveau public et amorcera sous une nouvelle forme l'entrée dans une logique diplômante.

NB : la mise en œuvre progressive de la loi de 2014 et les difficultés de financement dans le cadre du CPF, du fait des restrictions des listes d'éligibilité, rendent actuellement l'octroi de financements difficile.

IC 8	VARIATION DES HORAIRES D'OUVERTURE DU SCD OU DU SICD	Lyon 2
------	--	--------

Action	Bibliothèques et documentation
Objectif	Optimiser l'accès aux ressources documentaires pour la formation et la recherche par l'augmentation des horaires d'ouverture
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage
Date et source de la mesure	Année universitaire
Champ de la mesure	Sont prises en compte dans le calcul de la cible les bibliothèques universitaires et les bibliothèques intégrées du SCD ou du SICD, et répondant également aux deux critères suivants : - ouvertes au moins 45 heures par semaine ; - dotées de plus de 100 places assises. Les bibliothèques non intégrées au SCD ou au SICD sont exclues du champ de la mesure.

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Pourcentage d'augmentation globale de l'ouverture hebdomadaire dans l'ensemble des bibliothèques universitaires et intégrées répondant aux critères définis dans la rubrique « Champ de la mesure », entre l'année 2014 et l'année d'échéance du présent contrat. La moyenne est calculée sur la base des horaires en vigueur durant la plus grande partie de l'année pour chaque bibliothèque prise en compte dans le calcul. Les extensions ou réductions ponctuelles ne doivent donc pas être prises en compte dans ce calcul ; elles peuvent en revanche être signalées dans la partie Commentaires comme élément d'appréciation complémentaire.
Mode de calcul	Vd (valeur de départ) est l'ouverture hebdomadaire moyenne des bibliothèques pour l'année 2013, en nombre d'heures. Va (valeur d'arrivée) est l'ouverture hebdomadaire moyenne des bibliothèques pour l'année de l'échéance du contrat, en nombre d'heures. La cible correspond à la marge de progression réalisée, exprimée en pourcentage, et calculée de la manière suivante : $T = (Va - Vd) / Vd \times 100$

Compte tenu de sa situation propre et des orientations stratégiques définies pour le contrat quinquennal, l'Université se donne les objectifs suivants :

A compléter par l'établissement

Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées en 2014 (Vd)	60,5
Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées à l'échéance du contrat (Va)	54
Variation (Va-Vd)	-6,5
Cible 2020 (%)	65

Précisions

L'indicateur est destiné à mesurer l'effort accompli par l'établissement pour améliorer l'accessibilité des ressources documentaires à son public. Le « Plan Renouveau des Bibliothèques » lancé en 2010 par le MENESR a souligné l'importance de l'extension des horaires dans la réalisation de cet objectif.

Pour autant, l'histoire et les spécificités propres à chaque établissement peuvent impliquer des stratégies différenciées en la matière, telles que :

- privilégier une amélioration des services offerts par la bibliothèque à une augmentation des horaires (dans le cas, par exemple, d'une bibliothèque déjà très ouverte)
- maintenir le niveau d'ouverture hebdomadaire mais augmenter le nombre de jours d'ouverture dans l'année (périodes de vacances, notamment)
- concentrer les efforts sur un ou deux sites stratégiques en proposant une extension significative des horaires, ou au contraire, chercher à harmoniser les horaires des différentes sections du SCD.

Le contrat peut également être marqué par des regroupements de bibliothèques ou des fermetures temporaires de sites, voire des constructions de nouvelles bibliothèques, constituant autant d'éléments susceptibles de faire varier la politique poursuivie en matière d'horaires d'ouverture.

L'établissement est donc invité à donner en commentaires toutes les précisions ou compléments d'information qui lui paraîtraient utiles à une juste interprétation de la cible, notamment en ce qui concerne les bibliothèques restant à intégrer.

A compléter par l'établissement**Leviers d'action**

Il s'agit de développer une politique d'ouverture des horaires de SCD adaptée aux besoins évolutifs des usager.es et à leurs nouvelles pratiques de recherche documentaire. Cette adaptation des horaires d'ouverture se fera autant que possible dans le cadre d'une politique concertée de site.

Il convient cependant de garder à l'esprit que les contraintes budgétaires et les moyens en place ne sont pas les mêmes entre établissements (Université Lyon 1, Lyon 2, Lyon 3, ENS Lyon...). A titre d'illustration, le nombre d'ETPT titulaires dans les BU/SCD n'est pas le même entre la BU Diderot (ENS Lyon) et la BU Chevreul par exemple.... En outre les subventions versées au profit des SCD par les partenaires publics (MESR, CEDES Région Rhône-Alpes) ne sont pas identiques. Il n'est pas certain que le redéploiement de personnels et de moyens associés entre SCD soit envisagé à court terme.

L'amorçage de l'accroissement des amplitudes horaires sera fait dans le cadre de la mise en œuvre du programme Bibliothèque Ouverte déposé par l'Université de Lyon.

Commentaires de l'université

L'Université s'est engagée sur la dernière année à modifier les horaires d'ouverture du SCD, notamment celui du site Berges du Rhône. Les statistiques de fréquentation indiquent une baisse significative de la fréquentation du SCD aussi bien sur le site de Bron que celui du site Berges du Rhône (BU Chevreul) de plus de 10% en moyenne entre 2009 et 2014. Les statistiques de fréquentation des salles indiquent une baisse sensible après 19h et très faible sur le créneau 20h-21h.

Les facteurs explicatifs ont notamment trait à de nouvelles pratiques de recherche documentaire qui se font davantage en ligne que sur place – le SCD dans ses derniers budgets a pris acte de cette évolution en consacrant des ressources croissantes à la documentation électronique - et à la recherche par les étudiant.es de salles de travail en groupe plus que de salles de consultation individuelle d'ouvrages. Une autre explication tient à la mise en place d'horaires variables selon les jours. Le rétablissement d'horaires réguliers devrait permettre une meilleure visibilité du service pour les usager.es. La mise en place du dispositif Affluence ainsi que la coordination des horaires des bibliothèques du site dans le cadre du programme Bibliothèque ouverte devrait aussi aller dans ce sens.

Le financement de ces actions reste cependant incertain. Au titre des projets CEDES, l'établissement a soumis à la Région Rhône-Alpes le financement de vacations de monitorat en faveur du SCD. Au final, sur l'enveloppe globale destinée aux vacations de monitorat à destination principalement de la DFVE, de la DSI et du SCD, l'établissement a accru le montant versé au profit du SCD avec plus de 150 000 euros annuellement, en croissance de près de 10% sur la dernière année. Avec l'arrivée d'une nouvelle gouvernance à la Région Auvergne-Rhône-Alpes, il n'est pas certain que les crédits alloués au titre du Cedes restent identiques en termes de masses et de projets retenus.

INDICATEURS COMMUNS DE PERFORMANCE DU PILOTAGE

IC 9	ENDORECRUTEMENT DES ENSEIGNANT.ES-CHERCHEUR.ES / BILAN ET PRÉVISION	Lyon 2
-------------	--	---------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international et accroître le dynamisme des équipes de recherche
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

Description de l'indicateur

Unité de mesure	Effectifs physiques d'enseignant.es-chercheur.es titulaires et stagiaires ; pourcentages
Date de la mesure	Recrutements avec affectation au cours de l'année civile considérée
Champ de la mesure	Toutes disciplines du Conseil national des universités (CNU) hors médecine et odontologie

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	Pour les maîtres.ses de conférences (MCF), le recrutement interne correspond d'abord aux personnes ayant soutenu leur doctorat ou le titre jugé équivalent dans l'établissement mais ne comprend pas, dans le cas d'une mutation, le/la MCF titulaire exerçant précédemment dans l'établissement. Pour les professeur.es des universités (PR), le recrutement interne recense seulement les personnes qui occupaient précédemment, en qualité de titulaire, un emploi de MCF dans l'établissement (les PR en première affectation après concours d'agrégation ne sont pas comptabilisés).
Mode de calcul	Le numérateur dénombre les recrutements internes. Le dénominateur comprend tous types de concours d'enseignant.es-chercheur.es titulaires.
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGRH

A compléter par l'établissement

Recrutement interne d'enseignant.es-chercheur.es ou endorecrutement		2013	2014	2015	Données cumulées 2013, 2014, 2015	Cible 2020 (données cumulées sur la période contractuelle)
Maîtres.ses de conférences	Effectifs*	4/20	8/24	3/8	15/52	
	%**	20%	33.33%	37.50%	28,84%	25%
Professeur.es des universités	Effectifs*	4/16	2/9	10/16	16/41	
	%**	25%	22.22%	62,5%	39.02%	30%

* recrutement interne

** 'recrutement interne / (recrutement total *100)

A compléter par l'établissement**Leviers d'action**

La composition des comités de sélection a évolué dès cette campagne 2016, suite à des décisions de principe prises au sein du Conseil académique en formation restreinte, pour l'ensemble de l'établissement.

A l'avenir, les directeur/trices d'U.F.R. et de laboratoire ne pourront plus assister aux délibérations du comité de sélection avec voix consultative. Par ailleurs, le plafond des membres du comité appartenant au laboratoire sera calculé sur la totalité des membres extérieurs et internes selon le principe de la stricte minorité. A titre d'exemple, pour un comité de huit membres, le nombre de membres du laboratoire recruteur ne pourra être supérieur à trois.

Commentaires de l'université

IC 10	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES ENCAISSABLES hors subventions pour charges de service public	Lyon 2
-------	--	--------

Action	Pilotage opérationnel des établissements
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements (objectif 6 du programme 150)
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs), évolution des ressources propres des établissements

Description des indicateurs

Unité de mesure	Millier d'euros (K€)
Date de la mesure	Deux années civiles précédant la 1 ^{ère} année du contrat ; dernière année civile du contrat
Champ de la mesure	Ressources financières encaissables hors subvention pour charges de service public, à savoir : 1. les droits d'inscription (70611 – 70612 – 70613) 2. les recettes de la formation continue (7065) 3. la taxe d'apprentissage (7481) 4. les contrats et prestations de recherche 5. les subventions (hors subvention pour charges de service public) 6. les dons et legs des fondations (7581 – 7582 – 7585 – 7586 – 7587) 7. les produits exceptionnels (771 – 772 – 775 – 778) 8. les autres ressources propres (701 – 702 – 703 – 7063 – 7064 – 7066 – 7067 – 70681 – 70688 – 707 – 708 – 7091 – 7092 – 7093 – 7094 – 7095 – 7096 – 7097 – 7098 – 7445 – 746 – 752 – 755 – 757 – 7583 – 7584 – 7588 – 76) Non pris en compte : 756 – 7562 – 777. (et hors classe 1, hors 7813, 7815 et 7873)
Mode de renseignement	Données fournies par l'établissement

A compléter par l'établissement

	2014	2015	Cible 2020
Droits d'inscription (1)	5 871 125	5 863 262	5 928 964 (+ 1 %)
Formation continue (2)	3 194 940	3 330 414	3 600 000 (+ 7 %)
Taxe d'apprentissage (3)	699 548	582 843	700 000 (+ 20 %)
Contrats et prestations de recherche (4)	1 137 149	945 742	1 230 000 (+ 30 %)
ANR investissements d'avenir (74411)	460 886	421 181	500 000 (+ 19 %)
ANR hors investissement d'avenir (74412)	456 289	385 408	480 000 (+ 24,50 %)
Hors ANR (704 – 705 – 7062 – 751)	219 974	139 153	250 000 (+ 80 %)
Subventions (hors subvention pour charges de service public) (5)	7 149 467	5 975 984	7 300 000 (+ 22 %)
Régions (7442)	1 763 328	1 350 949	1 500 000 (+11 %)
Union européenne (7446)	1 880 882	1 180 294	2 200 000 (+ 86 %)
Autres (7418 – 7443 – 7444 – 7447 – 7448 – 7488)(A)	3 505 257	3 444 741	4 600 000 (+ 4,50 %)
Dons et legs des fondations (6)	3 503	2 000	5 000 (+ 150 %)
Produits exceptionnels (7)	30 668	29 688	35 000 (+ 18 %)
Autres ressources propres (8)	3 416 767	2 734 014	3 000 000 (+ 10 %)
Total	21 503 167	19 463 947	21 798 964 (+ 12 %)

(A) : A partir de 2016, les crédits ANR / PALSE seront comptabilisés dans la rubrique Autre car versés par l'UDL et non par l'ANR directement.

Précisions : cette fiche est destinée à fixer des objectifs d'évolution des ressources en fonction des orientations retenues dans le contrat. La classification des ressources est conforme à l'instruction comptable et budgétaire M 9-3. Des cibles peuvent être fixées pour la totalité des catégories de ressources, ou pour une partie d'entre elles seulement, selon les priorités de l'établissement.

A compléter par l'établissement**Leviers d'action**

L'accompagnement des équipes dans la mise en place de formations continues et en alternance et dans la collecte de la taxe comme le recrutement de personnes expertes en ingénierie de projets sur la Recherche, les Relations Internationales et la formation continue doit permettre des réponses adaptées aux différents appels à projets / candidatures dans ces champs de compétences et ainsi faire évoluer nos ressources propres de type contractuel.

Commentaires de l'établissement

IC 11	PILOTAGE FINANCIER	Lyon 2
-------	--------------------	--------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la qualité du pilotage financier de l'établissement
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

Description des indicateurs

Unité de mesure	Objectif I-1 (Sincérité des prévisions budgétaires) : taux d'exécution des prévisions de fonctionnement et d'investissement, exprimé en pourcentage. Autres objectifs : réalisation de l'objectif mesurée à l'aide d'une cote. 0 = l'établissement ne dispose d'aucun outil de suivi 1 = l'établissement a effectué l'action préconisée ou dispose d'au moins un outil centralisé opérationnel 2 = l'établissement dispose d'outils complémentaires et opérationnels
Date de la mesure	Année précédant la première année du contrat ; dernière année du contrat
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Remplir les cases correspondant à la situation de l'établissement

I - Inscrire l'établissement dans une démarche de performance et de pilotage budgétaire :**A compléter par l'établissement**

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Commentaires établissement	Cible 2020
1- Améliorer la sincérité des prévisions budgétaires par la mise en place d'un dialogue de gestion dans une logique : objectifs / moyens / résultats. L'indicateur mesure les taux d'exécution (CF/ Budget modifié).	Fonctionnement : 81% Investissement : 48,8%	Il faut dissocier la sincérité des prévisions et le niveau des taux d'exécution et ne pas avoir à rattacher toutes nos recettes tel que sollicité par le Rectorat lors du BR2 2015	Fonctionnement 95% Investissement 90%
2- Se doter d'outils permettant un suivi financier infra annuel : pour accompagner son effort de maîtrise des taux d'exécution, l'établissement devra se doter de tableaux de bord permettant le suivi infra annuel des principaux agrégats de gestion : résultat, CAF, variation du fonds de roulement...	2	Objectif 2016 : Développement de requêtes BO et envoi mensuel automatique auprès des différents acteurs/trices de l'université	2
3- Élaborer les annexes relatives aux opérations pluriannuelles (et notamment plan pluriannuel d'investissement).	2	Objectif 2016 : réunions régulières à tenir pour pouvoir acter des reprogrammations au fur et à mesure de l'avancement des travaux	2
4- Se doter des outils de pilotage et de gestion de la masse salariale : la masse salariale devra faire l'objet d'un suivi particulier : tableaux prévisionnels et plans de suivi infra-annuel adaptés (l'écart entre le budget primitif approuvé et l'exécution finale devrait être comprise entre - 0.5 et +0.5%).	2		2

II - Sécuriser les processus comptables et consolider la qualité comptable :**A compléter par l'établissement**

Actions prévues	Situation actuelle (2015)	Cible 2020
1- Fiabiliser l'inscription des actifs immobilisés et les stocks au bilan	1	2
2 –Mettre en place un dispositif de contrôle interne comptable et budgétaire (cartographie des risques)	1	2

IC 12	PILOTAGE DU SYSTEME D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMERIQUES AUX USAGER.eS	Lyon 2
-------	--	--------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser l'offre de formation et la gestion des établissements d'enseignement supérieur
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)

Description de l'indicateur

Unité de mesure	<p>Cote chiffrée de 0 à 5</p> <p>0. Pas d'action significative, pas de formalisation, pas de démarche engagée, faiblesse des moyens mobilisés.</p> <p>1. Quelques actions isolées, amorce de stratégie, première formalisation, moyens mobilisés non significatifs, peu de services opérationnels.</p> <p>2. Résultats encourageants, démarche mise en place mais insuffisamment engagée, formalisation insuffisante, moyens mobilisés mais partiellement, quelques services opérationnels mais insuffisamment efficaces.</p> <p>3. Résultats assez bons, stratégies qui s'affirment, formalisation des dispositifs mais encore incomplètement opérationnels, des actions significatives mais insuffisamment portées, quelques services efficaces.</p> <p>4. Résultats bons, stratégies définies, formalisation claire et fonctionnement en cours de réalisation, moyens analysés et en cours de développement, services en place mais usages encore à développer, début de mutualisation.</p> <p>5. Résultats excellents, stratégie et démarche globales, instances décisionnelles en place, organisation et moyens adaptés, opérationnalité et efficacité, actions de mutualisation et ouverture au niveau territorial, national, international.</p>
Date de la mesure	<p>Situation actuelle : année précédant la première année du contrat</p> <p>Cible : dernière année du contrat</p>
Champ de la mesure	Mise en œuvre du dispositif au sein de l'établissement
Mode de renseignement de l'indicateur	Les cotes chiffrées constituent, pour chacun des cinq thèmes stratégiques, la synthèse d'un certain nombre d'indicateurs opérationnels dont la liste figure en commentaire.

Thèmes	Situation actuelle (2015)	Cibles 2020
1-La gouvernance de la politique numérique et du système d'Information	2	4
2-Le système d'information et les services numériques	2	4
3-Le numérique au service de la formation des étudiant.es	2	3
4-La politique de gestion des ressources numériques dédiées à la formation (et la culture scientifique et technique)	2	3
5-Le numérique au service de la recherche et de la valorisation	3	4
6- La conduite du changement et la politique d'accompagnement à l'usage pédagogique du numérique	2	3

A compléter par l'établissement

Leviers d'action

Commentaires de l'établissement

IC 13	TAUX D'OCCUPATION DES LOCAUX	Lyon 2
Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs	
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier	
Mesure du plan annuel de performance (PAP)	Programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire), objectif 6 (améliorer l'efficacité des opérateurs)	

Description de l'indicateur

Unité de mesure	Pourcentage représentant la durée réelle d'occupation des locaux par rapport au quota horaire de référence
Date de la mesure	Annuelle
Champ de la mesure	Établissement

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base et Source	Enquête annuelle sur la situation immobilière
Mode de calcul	<p>Le taux d'occupation des locaux de l'établissement est établi en deux étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (amphithéâtres et salles banalisées) en fonction de la formule présentée plus bas ; - détermination du taux d'occupation de l'établissement à partir de la moyenne pondérée des taux d'occupation de chaque type de salles par leurs surfaces respectives. <p>Le calcul du taux d'occupation pour un type de salles correspond au rapport entre l'occupation « réelle » et le quota horaire de référence (occupation théorique) où l'occupation « réelle » est le rapport de nombre d'heures d'utilisation annuelle d'un type de salles avec le nombre de salles. Il se résume par la formule suivante :</p> $T = \frac{(U / S)}{H}$ <p>T : taux d'occupation d'un type de salles U : nombre d'heures d'utilisation d'un type de salles, S : nombre de ce même type de salles H : quota horaire de référence (1 120 h)</p> <p><i>A titre d'exemple : un établissement disposant de 66 salles banalisées (5 100 m²) qu'il utilise 58 195 h par an, présente un taux d'occupation de :</i></p> $\frac{(58\,195\,h / 66\,salles)}{1\,120\,h} \text{ soit } 79\% \text{ pour les salles banalisées}$ <p><i>Ce même établissement présente un taux d'occupation de ses amphithéâtres (3 000 m²) de 62 % pour ses amphithéâtres ;</i></p> <p><i>Son taux d'occupation est de : $\frac{(62\% \times 3\,000\,m^2) + (79\% \times 5\,100\,m^2)}{8\,100\,m^2} = 73\%$.</i></p>
Service responsable de l'indicateur	MENESR - DGESIP

Précisions : Cet indicateur est construit en référence à l'indicateur du programme 150 n° 6.4 « Taux d'occupation des locaux ». Ce taux est estimé à 71% en réalisation 2012 (PAP 2015) à partir des données recueillies par enquête auprès des établissements.
Cible 2017 à 72%. (PLF 2015).

Occupation des locaux	Situation actuelle (2016)				Taux d'occupation attendu en 2020
	Nombre d'heures d'utilisation	Nombre de salles	Total surfaces SHON	Taux d'occupation réel	
Amphithéâtres	26 313	23	5 241	102	99
Salles banalisées	346 451	322	20 765	96	98
Total				97	98

Leviers d'action

Optimisation des emplois du temps et du temps universitaire (sans doute un levier à la marge car les enseignant.es-chercheur.es assument également leur fonction de chercheur.es lorsqu'ils et elles n'enseignent pas...).

Ouverture de nouvelles salles de grandes capacités et de deux amphis sur le site BDR (investissements nécessaires).

Mobilisation d'autres sites d'enseignement dans le cadre de la co-accréditation en cours.

Commentaires de l'établissement

La mise à jour des relevés de surfaces et des plans des locaux entamée depuis 2012, informatisées sous AUTOCAD, a permis de fiabiliser année après année les surfaces SHON utilisées pour les enquêtes. D'autres données sont à conforter dans nos bases comme la nomenclature des salles qui n'est pas stable et explique pour partie les écarts entre les enquêtes. Reste qu'au final, l'ensemble de nos locaux est saturé. Les chiffres présentés ci-dessus englobent l'ensemble des locaux de l'établissement mais notre campus Berges du Rhône présente des taux d'occupation encore supérieurs.

Malgré l'optimisation de la gestion de nos locaux, nous sommes en difficulté du fait de l'augmentation, années après années de nos effectifs, d'une offre de formation renforcée (Masters, Lpro, MEEF, DU) au cours du contrat qui s'achève, ainsi qu'à l'augmentation des événements scientifiques et culturels depuis la mise en place en 2013 d'un service dédié (bilan 2014 : 396 événements organisés allant d'1/2 journée à plus de 2 semaines).

Le passage pour la rentrée 2016 à la licence à 1 500 h, la réforme des L1 (portails), la volonté de développement de la formation tout au long de la vie, l'innovation par la création de nouvelles formations, la mise en accessibilité des locaux, et bien entendu la croissance des effectifs difficile à contenir, sont autant de facteurs pouvant générer de nouveaux besoins en locaux. L'adaptation de ces derniers, de nos modes d'enseignement et de notre calendrier universitaire, les mutualisations dans le cadre de la Comue, sont des pistes aujourd'hui mobilisées mais qui ne parviendront sans doute pas à totalement faire face aux besoins de nouvelles surfaces dédiées autant à la formation qu'à la production et à la diffusion des connaissances scientifiques... Le travail en cours portant sur la soutenabilité de notre nouvelle offre de formation permettra d'établir rapidement les nouveaux besoins liés à la formation.

Les données d'occupation communiquées sont celles de l'année universitaire 2014-2015.

IC 14	MESURE DES EVOLUTIONS DE SURFACES IMMOBILIERES (solde en m²)	Lyon 2
--------------	---	---------------

Action	Améliorer l'efficacité des opérateurs
Objectif	Optimiser la gestion et l'évolution du patrimoine immobilier

Description de l'indicateur

Unité de mesure	m² SHON
Date de la mesure	annuelle
Champ de la mesure	Surfaces immobilières recensées dans l'enquête immobilière DGESIP

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Enquête immobilière de la DGESIP
Source	établissement
Mode de calcul	Evolution des surfaces immobilières = nombre de m² existants – (nombre de m² libérés + nombre de m² nouveaux)
Service responsable de l'indicateur	MENESR DGESIP

Années	Situation existante			Objectifs		
	Dénomination bâtiment	Situation domaniale	m² existants	Objectifs prévisionnels de m² libérés	Objectifs prévisionnels de m² nouveaux	Objectif d'évolution des surfaces immobilières (m²)
Situation initiale	Tous bâtiments établissement		141 543			
2016	Musée des Moulages	Bien propre	2 773	2 773	-	-
	Blandan	Ville de Lyon	2 728	2 728	-	-
	MILC	Mise à dispo. FD	0	-	1 435	1 435
	N5 (BMP)	Bien propre	132	132		
2017	BMP « Z »	Location	4 318	4 318	-	-
	« Brumaire »	Location	202	202	-	-
	Bâtiment H (PDA)	Mise à dispo. FD	0	-	9 050	9 050
	Musée des Moulages	Bien propre	0	-	3 008*	3 008*
2018			-	-	-	-
2019	Learning center	A construire**	-	-	8 500	8 500
2020	Bâtiment J (PDA)	Mise à dispo. FD**	5 901	5 901	-	-
soldes				16 054	21 993	5 939
Evolution des m² à l'issue du contrat			141 543	16 054	21 993	147 482

* La superficie correspondante est indiquée en Surface de Plancher.

** Les surfaces indiquées seront à préciser en cours de contrat puisque nous ne sommes à ce stade du CPER qu'au début de la phase avant-projet. Il est également possible que la surface « m² libérés » puisse être augmentée en intégrant des éléments du bâtiment K.

Précisions :

Par m² libérés on entend les surfaces inutiles qui ne sont plus occupées par une activité de l'établissement, les surfaces remises aux domaines ou cédés, rendues (fin de mise à disposition ou de location) ou vouées à la démolition.

Les m² nouveaux correspondent à des surfaces nouvelles : construction neuve, extension, mise à disposition, location, acquisition...

Commentaires de l'établissement :

Notre établissement a mis en place une politique immobilière fonctionnelle détaillée dans son SPSI (2012), un schéma directeur pour son campus PDA (2014) et une étude de maîtrise d'œuvre urbaine est en cours. Elle dispose également d'un PPI ; l'ensemble étant évidemment articulé. La politique d'investissement a été confortée avec rigueur mais, malgré un gros effort financier consenti sur ses ressources propres, l'Université dépend encore très largement des ouvertures de crédits et des recettes correspondantes des partenaires territoriaux et de l'Etat (CPER, Plan Campus, etc.) afin d'améliorer la situation du bâti et les surfaces.

L'Université a mandaté un Bureau d'Etudes pour réaliser des études en vue de la mise en œuvre d'un Ad'AP, déposé le 27 septembre 2015, et validé depuis. L'Université a souhaité inscrire son engagement en créant une ligne Ad'Ap dans son PPI (à noter également la mobilisation de nos ressources internes (ateliers) pour réaliser les petites opérations de mise en accessibilité (ex. : marquages peintures).

Un point très fort, également à souligner, est que nous pratiquons depuis plusieurs années l'amortissement de notre patrimoine, ce qui nous permet d'alimenter correctement nos dotations au PPI, renforçant ainsi la capacité d'investissement.

Il est souhaitable que les équipes présidentielles, avec l'aide des compétences de la DIRPAT et du service de stratégie immobilière de la Comue de Lyon, poursuivent et intensifient les actions visant à la mise aux normes des bâtiments dédiés à l'enseignement, la recherche et la gestion. Il en va de même pour les projets immobiliers car les besoins sont évidents lorsqu'on regarde les taux d'occupation. Reste que sans un soutien continu et sans faille des pouvoirs publics (Etat et Collectivités), sa mission de service public ne pourra pas être assumée correctement et durablement. Face à cela, le prochain CPER 2015-2020 et le suivant seront déterminants pour les actions encore à mener notamment sur les sites non pris en compte pas le plan campus (3/5 de notre patrimoine...).

Notre campus Berges du Rhône bénéficiera dans les 4 ans qui viennent de travaux de mise aux normes mais aucune amélioration fonctionnelle n'est possible pour l'instant compte tenu du niveau des engagements financiers. Pourtant, il est clair que pour faire face à l'augmentation des effectifs, deux amphis de grande taille seraient nécessaires. Après les travaux du plan campus, des surfaces (actuellement dédiées aux opérations tiroirs) seront redéployées mais rien n'est envisageable pour l'instant pour des amphithéâtres.

INDICATEUR SPECIFIQUE DE PERFORMANCE

IS1	RELATIONS INTERNATIONALES	Lyon 2
------------	----------------------------------	---------------

Action	Relations internationales des établissements
Objectif	Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements

Sous-indicateur 1 - Mobilité sortante – Nombre d'étudiant.es effectuant une mobilité non-diplomante**Description de l'indicateur**

Unité de mesure	Nombre brut
Date de la mesure	Année n
Champ de la mesure	Etudiant.es inscrit.es en Licence et en Master
Objectif	Permet de mesurer le dynamisme à l'international de l'établissement

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Sont indiqués le nombre de mobilités effectuées, en ventilant par destination (Europe, hors Europe) et par type (études intégrées ou stage)
Source	Etablissement
Mode de calcul	

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Cible 2020
Total des mobilités en Europe, études /stages	258 / 34	291 / 23	353 / 23	340
Total des mobilités hors Europe, études /stages	340 / 114	326 / 106	311 / 66	480
Total des mobilités, tout confondu	746	746	693	820 (augmentation de 18%)

Leviers d'action

Mieux informer les étudiant.es et les enseignant.es-chercheur.es des avantages indéniables de la mobilité d'études, en matière de professionnalisation, de connaissance linguistique et d'ouverture culturelle. Travailler de manière concertée avec les organismes financeurs (Erasmus, CROUS, Région) pour étendre l'accès aux bourses pour les étudiant.es concerné.es.

Commentaires de l'université

La cible proposée peut sembler timide, mais elle dépend en grande partie de facteurs exogènes. En effet, l'Université travaillera encore et toujours pour accroître la mobilité étudiante sortante, sous toutes ces formes, car elle est gage de professionnalisation et d'ouverture, et nous tenons certaines des clés, dans la mesure où nous ouvrons de nouvelles coopérations et signons de nouveaux partenariats. Mais il faut aussi raisonner avec le fait

que les diminutions des bourses rendent nettement plus difficile la mobilité pour les étudiant.es, notamment celles et ceux aux moyens moins importants, et il faut aussi se rappeler que, plus marginalement, des événements géopolitiques jouent un rôle – il n'est pas certain que l'on puisse développer des relations structurées avec la Turquie dans les mois et les années qui viennent, par exemple.

Sous-indicateur 2 - Mobilité dans le cadre de formations diplômantes (diplômes en partenariat international)

Description de l'indicateur

Unité de mesure	Nombre brut
Date de la mesure	Année n
Champ de la mesure	Etudiant.es inscrites en Licence et en Master

Élaboration et qualités de l'indicateur

Nature précise des données de base	Est indiqué le nombre d'étudiant.es effectuant une mobilité obligatoire dans le cadre d'une convention de formation ou diplôme partagé ou conjoint. Sont séparées les mobilités entrantes et sortantes
Source	Établissement
Mode de calcul	Les chiffres sont donnés en ventilant par mobilité entrante et sortante, et par destination (Europe, hors Europe)

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Cible 2020
Nombre d'étudiant.es sortant.es	Europe : 66 Hors Europe : 37 103	Europe : 75 Hors Europe : 54 129	Europe : 94 Hors Europe : 36 130	160
Nombre d'étudiant.es entrant.es	Europe : 100 Hors Europe : 2 102	Europe : 110 Hors Europe : 7 117	Europe : 106 Hors Europe : 3 109	135

Leviers d'action

La négociation et signature de nouveaux accords de formation partagée, et notamment avec des partenaires hors Europe.

Commentaires de l'université

Les formations partagées sont un vrai enjeu stratégique pour Lyon 2, et c'est pourquoi il convient de refléter cet état de fait dans des cibles un peu plus ambitieuses que pour la mobilité non-diplomante. Les mêmes remarques valent, évidemment, pour ce qui est de l'incertitude en matière de bourses et de conjoncture politique internationale, qui détermine les procédures d'obtention de visas et d'accès au terrain et aux institutions. Il sera particulièrement important de s'atteler à attirer plus d'étudiant.es de pays non-européen, car si l'équilibre entre les deux zones n'est pas atteint.

VOLET SPECIFIQUE UNIVERSITE LUMIERE - LYON 2 ANNEXES « FORMATION » ET « RECHERCHE »

Accréditation : Liste des Formations

Annexe de l'arrêté du 23 mai 2016

Académie de LYON Université Lyon-II

L'établissement susvisé est accrédité à compter de l'année universitaire 2016-2017 en vue de la délivrance des diplômes nationaux suivants :

Capacité(s) en droit

	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
19990350 CAPACITE EN DROIT		2011-2012	10 ans	2020-2021

Diplôme(s) d'accès aux études universitaires

<i>option</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
19990424 OPTION A		2011-2012	10 ans	2020-2021

Diplôme(s) universitaire(s) de technologie « cursus licence »

IUT de BRON

<i>Spécialités</i>	<i>implantation</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
Qualité logistique industrielle et organisation	BRON	2016-2017	5 ans	2020-2021
Hygiène sécurité environnement	BRON	2016-2017	5 ans	2020-2021
Gestion des entreprises et des administrations	BRON	2016-2017	5 ans	2020-2021
Option(s) :				
Gestion comptable et financière (ex Finance-comptabilité)				
Gestion et management des organisations (ex Petites et moyennes organisations)				
Gestion des ressources humaines (ex Ressources humaines)				
Gestion logistique et transport	BRON	2016-2017	5 ans	2020-2021
Statistique et informatique décisionnelle	BRON	2016-2017	5 ans	2020-2021

Domaine ARTS, LETTRES, LANGUES**Licence(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20140747 Arts du spectacle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140748 Langues étrangères appliquées		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140749 Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140751 Lettres, langues		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140750 Lettres		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140752 Musicologie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140765 Sciences du langage		2016-2017	5 ans	2020-2021

Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION**Licence(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160337 Administration publique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140753 Administration économique et sociale		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140754 Droit		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140755 Economie et gestion	LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021

Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES**Licence(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20140756 Géographie et aménagement		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140758 Histoire de l'art et archéologie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20140757 Histoire		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160495 Humanités	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20140759 Information-communication	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20140760 Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales		2016-2017	5 ans	2020-2021

20140761 Psychologie	2016-2017	5 ans	2020-2021
20140762 Science politique	2016-2017	5 ans	2020-2021
20140763 Sciences de l'Homme, anthropologie, ethnologie	2016-2017	5 ans	2020-2021
20140764 Sciences de l'éducation	2016-2017	5 ans	2020-2021
20140767 Sciences et technologies	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160345 Sciences sociales	2016-2017	5 ans	2020-2021
20140766 Sociologie	2016-2017	5 ans	2020-2021

Domaine ARTS, LETTRES, LANGUES**Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160348 Techniques du son et de l'image		2016-2017	5 ans	2020-2021

Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION**Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160350 Activités juridiques : assistant juridique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160351 Activités juridiques : contentieux et recouvrement		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160352 Activités juridiques : métiers du droit social		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160354 Assurance, banque, finance : chargé de clientèle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160355 Assurance, banque, finance : supports opérationnels		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160356 Logistique et pilotage des flux		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160358 Management des transports et de la distribution		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160359 Métiers de l'industrie : gestion de la production industrielle		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160362 Métiers de la GRH : assistant		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160360 Métiers de la gestion et de la comptabilité : comptabilité et gestion des associations		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160363 Métiers du BTP : travaux publics		2016-2017	5 ans	2020-2021

Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES**Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160365 Guide conférencier		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160366 Métiers de la communication : chef de projet communication		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160368 Métiers de la mode		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160369 Métiers de la protection et de la gestion de l'environnement		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160371 Métiers du numérique : conception, rédaction et réalisation web		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160372 Métiers du tourisme : commercialisation des produits touristiques		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160375 Métiers du tourisme et des loisirs		2016-2017	5 ans	2020-2021

Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ**Licence(s) professionnelle(s)**

<i>Dénomination nationale / mention</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160377 Logistique et systèmes d'information		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160378 Métiers du décisionnel et de la statistique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160380 Qualité, hygiène, sécurité, santé, environnement		2016-2017	2 ans	2017-2018

Domaine ARTS, LETTRES, LANGUES**Master(s)**

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160394 Arts de la scène et du spectacle vivant	ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160395 Cinéma et audiovisuel	ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160396 Didactique des langues	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160397 Français langue étrangère		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160398 Langues étrangères appliquées	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160399 Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales	SAINT-ETIENNE, LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160400 Lettres	SAINT-ETIENNE, LYON 3, ENS	2016-2017	5 ans	2020-2021

LYON

20160401 Mondes anciens	LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160402 Musicologie		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160403 Sciences du langage		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160404 Traduction et interprétation	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021

Domaine DROIT, ECONOMIE, GESTION
Master(s)

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160405 Administration publique		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160406 Analyse et politique économique	SAINT-ETIENNE, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160407 Droit des affaires	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160408 Droit privé	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160409 Droit public	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160410 Droit social	LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160411 Economie de l'environnement, de l'énergie et des transports	ENTPE LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160412 Economie du travail et des ressources humaines		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160413 Economie sociale et solidaire	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160414 Justice, procès et procédures	SAINT-ETIENNE, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160415 Management de l'innovation		2016-2017	5 ans	2020-2021
20160416 Management stratégique	LYON 1	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160417 Monnaie, banque, finance, assurance	SAINT-ETIENNE, ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160418 Risques et environnement	ENSM ST ETIENNE, EC LYON, ENTPE LYON, LYON 1, LYON 3, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	2 ans	2017-2018
20160420 Sciences économiques et sociales	ENS LYON	2016-2017	5 ans	2020-2021

Domaine SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
Master(s)

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>
20160421 Anthropologie		2016-2017
20160422 Archéologie, sciences pour l'archéologie		2016-2017
20160423 Communication des organisations	LYON 3	2016-2017
20160424 Direction de projets ou établissements culturels		2016-2017
20160425 Ergonomie		2016-2017
20160426 Etudes sur le genre	LYON 1	2016-2017
20160427 Gestion de l'environnement	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, LYON 3, ENS LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017
20160428 Gestion des territoires et développement local	LYON 3, ENS LYON	2016-2017
20160429 Géomatique	SAINT-ETIENNE, ENS LYON	2016-2017
20160431 Histoire de l'art		2016-2017
20160432 Histoire, civilisations, patrimoine	SAINT-ETIENNE, ENTPE LYON, ENSSIB LYON	2016-2017
20160430 Histoire	SAINT-ETIENNE, LYON 3, ENS LYON	2016-2017
20160433 Humanités numériques	ENSSIB LYON, LYON 3, ENS LYON	2016-2017
20160434 Information, communication	SAINT-ETIENNE, LYON 1, ENSSIB LYON, LYON 3, ENS LYON	2016-2017
20160435 Intervention et développement social	SAINT-ETIENNE	2016-2017
20160436 Journalisme		2016-2017
20160438 Mode		2016-2017
20160401 Mondes anciens	LYON 3, ENS LYON	2016-2017
20160441 Mondes médiévaux	LYON 3, CHAMBERY, EHESS PARIS, ENS LYON	2016-2017
20160444 Psychologie : psychopathologie clinique psychanalytique		2016-2017
20160446 Psychologie de l'éducation et de la formation		2016-2017
20160447 Psychologie sociale, du travail et des	EC LYON	2016-2017

organisations

20160443 Psychologie		2016-2017	5
20160449 Science politique	SAINT-ETIENNE, ENS LYON	2016-2017	5
20160450 Sciences cognitives	ENS LYON	2016-2017	5
20160452 Sciences de l'eau	LYON 1, LYON 3	2016-2017	5
20160453 Sciences de l'éducation	SAINT-ETIENNE	2016-2017	5
20160454 Sciences des religions et sociétés	LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5
20160471 Sciences sociales	ENS LYON	2016-2017	5
20160420 Sciences économiques et sociales	ENS LYON	2016-2017	5
20160455 Sociologie	SAINT-ETIENNE, ENS LYON	2016-2017	5
20160456 Tourisme		2016-2017	5
20160457 Urbanisme et aménagement	ENTPE LYON	2016-2017	5
20160458 Ville et environnements urbains	SAINT-ETIENNE, ENS ARCH ST ETIENNE, ENS ARCH LYON, ENTPE LYON, LYON 3, ENS LYON	2016-2017	5

Domaine SCIENCES, TECHNOLOGIES, SANTÉ

Master(s)

<i>mention(s)</i>	<i>établissement(s) co-accrédité(s)</i>	<i>année d'accréditation</i>	<i>durée</i>	<i>fin d'accréditation</i>
20160427 Gestion de l'environnement	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, LYON 3, ENS LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160459 Informatique	ENSM ST ETIENNE, SAINT-ETIENNE, EC LYON, LYON 1, ENS LYON, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	5 ans	2020-2021
20160418 Risques et environnement	ENSM ST ETIENNE, EC LYON, ENTPE LYON, LYON 1, LYON 3, INSTITUT MINES-TELECOM	2016-2017	2 ans	2017-2018
20160452 Sciences de l'eau	LYON 1, LYON 3	2016-2017	5 ans	2020-2021

Contrat quinquennal 2016-2020 - Liste des structures de recherche

Label	Intitulé	Responsable	Tutelles		Partenaires
			Organismes	Établissements	
DS 6 Sciences Humaines et Humanités					
EA 4160	PASSAGES XX-XXI	Bérénice HAMIDI-KIM		U-Lyon 2	
EA 4163	GROUPE DE RECHERCHE EN PSYCHOLOGIE SOCIALE (GREPS)	Nikos KALAMPALIKIS		U-Lyon 2	
EA 4147	ÉQUIPE DE RECHERCHE DE LYON EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ELICO)	Isabelle GARCIN-MAROU		U-Lyon 2 U-Lyon 1 U-Lyon 3 IEP Lyon ENSSIB	
EA 3082	LABORATOIRE D'ETUDE DES MECANISMES COGNITIFS (EMC)	Bernard LETE		U-Lyon 2	
EA 4571	EDUCATION, CULTURES et POLITIQUES (ECP)	Françoise LANTHEAUME		U-Lyon 2 U-Saint-Etienne	
EA 653	CENTRE DE RECHERCHES EN PSYCHOPATHOLOGIE ET PSYCHOLOGIE CLINIQUE (CRPPC)	Anne BRUN		U-Lyon 2	
EA 4162	CENTRE DE RECHERCHE EN TERMINOLOGIE ET TRADUCTION (CRTT)	François MANIEZ		U-Lyon 2	
EA 3728	LABORATOIRE D'ETUDES RURALES (LER) - SOCIÉTÉS ET ESPACES RURAUX DE L'EUROPE CONTEMPORAINE 19È-21È SIÈCLES	Claire DELFOSSE		U-Lyon 2	
EA 1853	LANGUES ET CULTURES EUROPEENNES (LCE)	Ralf ZSCHACHLITZ		U-Lyon 2	
EA 4573	DROITS, CONTRATS ET TERRITOIRES (DCT)	Isabelle BON-GARCIN		U-Lyon 2	
EA 4161	CONCEPTION DE L'ACTION EN SITUATION (COACTIS)	Martine SEVILLE		U-Lyon 2 U-Saint-Etienne	
EA 7356	INSTITUT DES LANGUES ET CULTURES D'EUROPE, AMERIQUE, AFRIQUE, ASIE ET AUSTRALIE (ILCEA4)	Almudena DELGADO LARIO		U-Grenoble U-Lyon 2	
UMR 5600	ENVIRONNEMENT, VILLE, SOCIÉTÉ (EVS)	Jean-Yves TOUSSAINT	CNRS	U-Lyon 3 U-Lyon 2 U-Saint-Etienne INSA Lyon ENSA Lyon ENS Lyon ENTPE ENSM-SE	
UMR 5189	HISTOIRE ET SOURCES DES MONDES ANTIQUES (HISOMA)	Véronique CHANKOWSKI	CNRS	U-Lyon 2 U-Lyon 3 U-Saint-Etienne ENS Lyon	
UMR 5190	LABORATOIRE DE RECHERCHE HISTORIQUE RHÔNE-ALPES (MODERNE ET CONTEMPORAINE) (LARHRA)	Bernard HOURS	CNRS	U-Lyon 2 U-Lyon 3 U-Grenoble ENS Lyon	
UMR 5648	HISTOIRE ET ARCHÉOLOGIE DES MONDES CHRÉTIENS ET MUSULMANS MÉDIÉVAUX (CIHAM)	Jean-Louis GAULIN	CNRS	U-Lyon 2 U-Avignon ENS Lyon EHESS U-Lyon 3	
UMR 5596	DYNAMIQUE DU LANGAGE (DDL)	Sophie KERN	CNRS	U-Lyon 2	

UMR 5138	ARCHEOLOGIE ET ARCHEOMETRIE (ArAr)	POUX Matthieu	CNRS	U-Lyon 2 , U-Lyon1	
UMR 5133	ARCHEORIENT ENVIRONNEMENTS ET SOCIETES DE L'ORIENT ANCIEN	Christophe BENECH	CNRS	U-Lyon 2	
UMR 5191	INTERACTIONS, CORPUS, APPRENTISSAGE, REPRESENTATIONS (ICAR)	Sandra TESTON-BONNARD	CNRS	U-Lyon 2 ENS Lyon	
UMR 5317	INSTITUT D'HISTOIRE DES REPRÉSENTATIONS ET DES IDÉES DANS LES MODERNITÉS (IRHIM)	Oliver BARA	CNRS	ENS Lyon U-Lyon 2 U-Lyon 3 U-Saint-Etienne U-Grenoble U-Clermont-2	
UMR 5062	INSTITUT D'ASIE ORIENTALE (IAO)	Béatrice JALUZOT	CNRS	ENS Lyon U-Lyon 2 IEP LYON	
UMR 5593	LABORATOIRE AMENAGEMENT, ECONOMIE, TRANSPORTS (LAET)	Charles RAUX	CNRS	U-Lyon 2 ENTPE	
USR 3155	INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ARCHITECTURE ANTIQUE (IRAA)	François QUANTIN	CNRS	U-Aix-Marseille U-Lyon 2 U-Pau	
FRE 3768	INSTITUT DES SCIENCES DE l'HOMME (ISH)	Jean-Louis GAULIN <i>(administrateur provisoire)</i>	CNRS	U-Lyon 2 U-Lyon 3 U-Saint-Etienne ENS Lyon IEP Lyon	
FED 4147	INSTITUT SUPÉRIEUR POUR L'ÉTUDE DES RELIGIONS ET DE LA LAÏCITÉ (ISERL)	Philippe MARTIN		U-Lyon 2 U-Lyon 3 U-Saint-Etienne	
FR 3621	SCIENCES ET TECHNOLOGIES DES CULTURES ET SOCIETES NUMERIQUES (Agorantic)	Marc EL BEZE		U-Avignon U-Lyon 2	
FR 3747	MAISON DE L'ORIENT ET DE LA MÉDITERRANÉE - JEAN POUILLOUX (MOM)	Françoise LE MORT	CNRS	U-Lyon 2	
Label	Intitulé	Responsable	Tutelles		Partenaires
			Organismes	Établissements	

DS 7 Sciences Sociales					
Demande d'UMR	LABORATOIRE D'ANTHROPOLOGIE DES ENJEUX CONTEMPORAINS (LADEC)	Dejan DIMITRIJEVIC	CNRS	U-Lyon 2 ENS Lyon	
UMR 5137	CENTRE DE RECHERCHES CRITIQUES SUR LE DROIT (CERCRID)	Mathieu DISANT	CNRS	U-Saint-Etienne U-Lyon 2	
UMR 5824	GROUPE D'ANALYSE ET DE THÉORIE ÉCONOMIQUE LYON-SAINT-ETIENNE (GATE L-SE)	Sonia PATY	CNRS	U-Lyon 2 U-Saint-Etienne ENS Lyon U-Lyon 1	
UMR 5283	CENTRE MAX WEBER (CMW)	Bruno MILLY	CNRS	U-Lyon 2 U-Saint-Etienne ENS Lyon	
UMR 5206	TRIANGLE : ACTION, DISCOURS, PENSÉE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE	Renaud PAYRE	CNRS	ENS LYON U-Lyon 2 U-Saint-Etienne IEP Lyon	
FED 7273	MANAGEMENT ET ÉCONOMIE LYON SAINT-ETIENNE (MAELYSE)	Peter WIRTZ		U-Lyon 3 U-Lyon 2 U-Lyon 1 U-Saint-Etienne ENS Lyon EM Lyon	

DS 8 Sciences pour l'ingénieur					
FED 4161	OBSERVATOIRE DE TERRAIN EN HYDROLOGIE URBAINE (OTHU)	Sylvie BARRAUD	IRSTEA	INSA Lyon ECL U-Lyon 1 U-Lyon 2 U-Lyon 3 ENTPE VetAgroSup	GRAIE

DS 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication					
EA 4570	DECISION, INFORMATION POUR LES SYSTEMES DE PRODUCTION (DISP)	Valérie BOTTA- GENOULAZ		INSA Lyon , U-Lyon 1 U-Lyon 2	
EA 3083	ENTREPOTS, REPRESENTATION ET INGENIERIE DES CONNAISSANCES (ERIC)	Jérôme DARMONT		U-Lyon 2 , U-Lyon 1	
UMR 5205	LABORATOIRE D'INFORMATIQUE EN IMAGE ET SYSTÈMES D'INFORMATION (LIRIS)	Mohand-Saïd HACID	CNRS	INSA Lyon U-Lyon 1 U-Lyon 2 U-Lyon 3 ECL	
FR 3403	FEDERATION LYONNAISE DE MODELISATION ET SCIENCES NUMERIQUES (FLMSN)	Marc BUFFAT	CNRS	U-Lyon 1 U-Lyon 2 ENS Lyon INSA Lyon ECL	